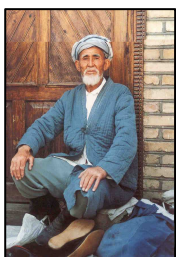


# Etude sur la déclaration de l'Aide Publique au Développement par les collectivités territoriales françaises

Agence COOP DEC Conseil | Décembre 2011

Réalisée par Maureen LOTH  
Sous la direction de Yannick LECHEVALLIER



## Agence COOP DEC Conseil (ACDC)

SARL au capital de 7500 € - SIRET : **444 247 621 00022** - APE 7022Z -  
30 rue Claude Tillier – 75012 Paris

Organisme de formation enregistré sous le n°1192144 2892 auprès du Préfet de la région d'Ile de France  
TVA acquittée sur encaissement. N° Identifiant comm unautaire : FR2644424762100022

Web : [www.coopdec.org](http://www.coopdec.org) / Mél : [contact@coopdec.org](mailto:contact@coopdec.org) / Tél. 01 40 09 20 26

## AVERTISSEMENT

**Les chiffres présentés dans cette étude sont la reprise des déclarations volontaires réalisées par 80 à 90 collectivités différentes. Les méthodologies de calcul peuvent fortement varier, limitant ainsi les comparaisons entre collectivités. Par ailleurs, les variations dans les déclarants, d'une année à l'autre, doivent inciter à la plus grande précaution dans l'analyse des résultats globaux.**

## SYNTHESE

L'étude a été menée sur 181 collectivités territoriales :

- 26 Régions,
  - 99 Départements<sup>1</sup>
  - les 40 Villes de plus de 100 000 habitants en 2010
  - les 16 Communautés urbaines
- Pour 2007, sur les 181 collectivités étudiées, 96 ont rempli la télédéclaration :
- 17 Régions, 51 Départements, 24 Villes et 4 Communautés urbaines.
- Pour 2008, 119 collectivités territoriales ont répondu :
- 22 Régions, 62 Départements, 29 Villes et 6 Communautés urbaines.
- Pour 2009, 85 collectivités sur les 181 ont répondu :
- 20 Régions, 43 Départements, 18 Villes et 4 Communautés urbaines, soit 32 de moins qu'en 2008.
- Pour 2010, 90 collectivités sur les 181 ont répondu :
- 19 Régions, 47 Départements, 20 Villes et 4 Communautés urbaines.<sup>2</sup>

**Ainsi près de 47% des collectivités étudiées n'ont pas déclaré l'APD 2010.**

Entre 2007 et 2009, l'APD déclarée pour les collectivités étudiées a augmenté de 4,38 M€, soit de 7,58 % par rapport à 2007. Entre 2007 et 2010, l'APD déclarée a diminué de 2,2 M€ soit de 3,41% par rapport à 2007.

**Tableau 1 : APD déclarée par an et variation**

APD déclarée 2007	Variation 2007-2008	APD déclarée 2008	Variation 2008-2009	APD déclarée 2009	Variation 2007-2009	APD déclarée 2010	Variation 2009-2010	Variation 2008-2010	Variation 2007-2010
57 733 638 €	11,97%	64 643 776 €	-3,92%	62 110 221 €	7,58%	55 532 779 €	-10,59%	-14,09%	-3,41%

**Cependant ces chiffres doivent être fortement relativisés en raison d'une variation importante du nombre de déclarants.**

En effet, d'une année sur l'autre les collectivités territoriales ne déclarent pas toujours leur APD<sup>3</sup>. De plus, le mode de calcul peut varier d'une année à l'autre entraînant des évolutions très significatives pour une même collectivité<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Le budget relations internationales de Paris étant comptabilisé pour le compte de la Ville – dans ce cadre, Paris ne fait pas partie des Départements mais des Villes.

<sup>2</sup> Sur les quatre années, les collectivités territoriales qui n'ont pas répondu ne sont pas les mêmes. Certaines ont télédéclaré les trois, d'autre qu'une, deux ou trois années sur quatre.

<sup>3</sup> Ainsi, en 2010, aucune donnée n'est disponible pour la Région PACA, qui représente plus de 7 M€.

Il peut être pertinent de voir l'évolution des données **au regard des collectivités qui ont systématiquement déclaré leur APD. Globalement, on constate que l'APD déclarée a augmenté d'une année sur l'autre ou s'est maintenue.**

Aussi, il est intéressant de faire une estimation de certaines de données manquantes. Il sera alors question d'estimer la somme de l'APD des collectivités les plus importantes en termes de contribution qui n'ont pas déclaré l'APD, une année particulière, par rapport aux années précédentes<sup>5</sup>.

**Tableau 2 : APD estimée par an et variation**

<b>APD estimée 2007</b>	<i>Variation 2007 et 2008</i>	<b>APD estimée 2008</b>	<i>Variation 2008 et 2009</i>	<b>APD estimée 2009</b>	<i>Variation 2007 et 2009</i>	<b>APD estimée 2010</b>	<i>Variation 2009 et 2010</i>	<i>Variation 2008 et 2010</i>	<i>Variation 2007 et 2010</i>
<b>62 228 170 €</b>	4,36%	<b>64 939 900 €</b>	2,55%	<b>66 594 300 €</b>	7,02%	<b>66 592 760 €</b>	0%	2,55%	7%

Ainsi, on constate que selon les estimations, l'APD est maintenue entre 2009 et 2010.

L'APD déclarée par les **Conseils régionaux** s'est élevé à 30,6 M€ en 2010.

**Tableau 3 : APD déclarée totale des Conseils régionaux en 2007, 2008, 2009 et 2010**

	<b>APD déclarée 2007</b>	<b>APD déclarée 2008</b>	<b>APD déclarée 2009</b>	<b>APD déclarée 2010</b>
<b>Conseils régionaux</b>	28 550 028 €	37 790 852 €	39 650 740 €	30 600 772 €
<b>Nombre de déclarations</b>	17	22	20	19

L'APD déclarée diminue entre 2009 et 2010 de 9 M€, soit 22%. Mais si on se réfère aux Régions qui ont systématiquement déclaré leur APD, la baisse est beaucoup moins significative : elle est de 2 M€.

Globalement, les Régions consacrent 0,61 € par habitant à l'APD.

<sup>4</sup> Certaines collectivités déclarent le montant de la coopération décentralisée au sens strict, d'autres prennent en compte les dépenses d'autres services ou des frais de fonctionnement du service relations internationales notamment.

<sup>5</sup> Pour certaines collectivités, la déclaration semble avoir été réalisée trop tardivement pour être publiée sur le site du MAEE. Ces collectivités ont été contactées et nous ont donné pour certaines, leur montant 2010.

L'APD déclarée par les **Conseils généraux** s'élève à 13,2 M€ en 2010.

**Tableau 4** : APD déclarée totale des Conseils généraux en 2007, 2008, 2009 et 2010

	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010
<b>Conseils généraux</b>	17 000 753 €	13 828 324 €	11 124 290 €	13 284 003 €
<b>Nombre de déclarations</b>	51	62	43	47

Entre 2009 et 2010 on observe une hausse de plus de 2 M€ (soit 19% de plus). Au regard des Départements qui déclarent systématiquement leur APD la hausse est de 11%.

En moyenne, les Conseils généraux consacrent 0,37 € par habitant pour l'APD.

L'APD déclarée par les **Villes de plus de 100 000 habitant** est de 10,8 M€ en 2010.

**Tableau 5** : APD déclarée des Villes de plus de 100 000 habitants en 2007, 2008, 2009 et 2010

	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010
<b>Villes</b>	<b>10 263 185 €</b>	<b>10 072 997 €</b>	<b>10 207 718 €</b>	<b>10 381 389 €</b>
<b>Villes hors Paris</b>	5 159 699 €	4 547 155 €	4 172 046 €	4 040 252 €
<b>Nombre de déclarations</b>	24	29	18	20

On constate d'après les déclarations que l'APD des Villes est relativement stable (+0,37% entre 2009 et 2010, -3,16% hors Paris).

En moyenne ces Villes consacrent 1,07 € par habitant à l'APD (1€ hors Paris).

L'APD déclarée par les **Communautés urbaines** s'élève à 816 615 € pour l'année 2010.

**Tableau 6** : APD déclarée en 2007, 2008, 2009 et 2010 par les Communautés urbaines

	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010
<b>Communautés urbaines</b>	1 919 672 €	2 951 603 €	482 644 €	816 615 €
<b>Nombre de déclarations</b>	4	6	4	4

Entre 2009 et 2010 on observe une hausse de près de 70%, 22% si on ne prend que les Communautés urbaines qui ont systématiquement déclaré leur APD.

En moyenne, les communautés urbaines versent 0,47 € par habitant au titre de l'APD.

Cette étude permet d'avoir une vision d'ensemble sur l'évolution des sommes allouées par les collectivités au titre de l'APD. Mais ces sommes semblent être sous-évaluées.

## SOMMAIRE DE L'ÉTUDE

---

Avertissement .....	2
Synthèse .....	2
Sommaire de l'étude .....	5
Introduction .....	6
Méthodologie.....	8
Données.....	11
1. Résultats globaux des collectivités étudiées .....	11
2. Les Régions.....	13
3. Les Départements .....	17
4. Les Villes .....	25
5. Les communautés urbaines .....	30
Conclusion .....	33
Liste des tableaux .....	34
Annexe .....	35

## INTRODUCTION

---

### Définition

Selon la définition du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, l'aide publique au développement (APD) comprend, les dons et les prêts préférentiels prévus au budget et transférés des pays développés vers les pays en voie de développement.

On entend par « aide publique au développement » tous les apports de ressources qui sont fournis aux pays de la liste du CAD<sup>6</sup> ou aux institutions multilatérales, et qui répondent aux critères suivants :

- émaner d'organismes publics, y compris les Etats et les collectivités locales, ou d'organismes agissant pour le compte d'organismes publics ;
- sachant que chaque transaction doit en outre :
  - avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ;
  - être assortie de conditions favorables et comporter un élément de libéralité au moins égal à 25 % (sur la base d'un taux d'actualisation de 10%).

### Etat des lieux national

Le rapport de 2010 du CAD sur la coopération pour le développement<sup>7</sup> a intitulé un de ces chapitres « *qu'en est-il du développement après trois années de crise ?* ». Il ressort de cette partie que, malgré la crise, « *les apports de l'APD n'ont jamais été aussi élevés en termes absolus* ». Selon ce rapport, la France n'aurait pas porté sa contribution à 0,7% du revenu national brut pour l'APD en 2010. La moyenne européenne ne s'élève qu'à 0,45% du RNB.

La France se place cependant parmi les 10 premiers pays qui contribuent le plus à l'APD. Dans le cadre de sa déclaration au Comité d'aide au développement, l'Etat français inclut désormais, dans la contribution publique française, les ressources mises à disposition par les collectivités locales. **Ce rapport relève les imprécisions de la déclaration de l'APD par les collectivités territoriales.**

### L'APD au niveau local

Afin de préciser ces données et pour répondre au principe d'harmonisation, la DAECT<sup>8</sup> a mis en place une télédéclaration permettant aux collectivités de présenter leurs interventions (cf. ci-après - § méthodologie).

Réalisée sur une base volontaire, cette télédéclaration n'est pas effectuée par l'ensemble des collectivités et les données produites sont donc incomplètes. Toutefois, la majorité des grandes collectivités participent à cette initiative.

L'objectif de cette note est d'apporter une vision globale sur l'aide publique au développement déclarée par les collectivités territoriales pour les 4 dernières années (2007, 2008, 2009 et 2010).

---

<sup>6</sup> Cf. en annexe la liste des pays bénéficiaires de l'APD établie par le CAD

<sup>7</sup> [http://www.oecd.org/document/46/0,3746,fr\\_2649\\_33721\\_48750062\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/46/0,3746,fr_2649_33721_48750062_1_1_1_1,00.html)

<sup>8</sup> Délégation de l'action extérieure des collectivités territoriales

Selon le document de politique transversale relatif à la politique française en faveur du développement<sup>9</sup>, les collectivités territoriales auraient investi 60,5 M€ dans l'APD en 2010 (soit en baisse 9,5 M€ par rapport à 2009).

Pendant selon la DAECT ces chiffres sont à nuancer. Dans la présentation des chiffres de la coopération décentralisée sur le site du Ministère des affaires étrangères, il est écrit : « Toutefois, les chiffres déclarés par les collectivités territoriales doivent être nuancés. Toutes n'ont pas répondu et les dépenses sont souvent sous-évaluées (ex : salaires des personnels en mission non comptabilisés). On peut donc estimer que 115 millions d'euros au moins est dirigée par les collectivités territoriales vers des partenaires en développement (APD). Par ailleurs, on estime globalement à 230 millions d'euros les dépenses à l'international des collectivités territoriales (APD incluse). »<sup>10</sup>

## Enjeu de cette enquête

Par cette note, l'Agence COOP DEC Conseil souhaite pouvoir mieux cerner les implications financières des collectivités locales et les questions soulevées par les différences d'une année à l'autre des déclarations faites par les collectivités locales pour calculer ces montants.

Les montants déclarés sont en effet hautement symboliques.

« Ils ne s'élèvent qu'à 0,04 % de l'ensemble des dépenses des communes, départements, régions et intercommunalités » comme spécifié dans la réponse du Ministre des affaires étrangères à la question de plusieurs députés en 2011<sup>11</sup>, mais suscitent souvent de forts débats.

Plusieurs collectivités locales utilisent aussi cette déclaration au regard des engagements sur le « 0,7% » que les pays développés se sont engagés à consacrer à l'APD.

Toutefois, les modalités de calcul, de déclaration mais aussi la grande différence dans les budgets des différents niveaux de collectivités semblent ne pas permettre un usage aussi simple de ces chiffres.

---

<sup>9</sup> Annexe au Projet de loi de finance 2012 Page 86 - [http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/fileadmin/medias/documents/ressources/PLF2012/DPT/DPT2012\\_politique\\_francaise\\_developpement.pdf](http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/fileadmin/medias/documents/ressources/PLF2012/DPT/DPT2012_politique_francaise_developpement.pdf)

<sup>10</sup> <http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/article.asp?menuid=166&lv=2&aid=235> – aucune méthodologie pour cette évaluation n'est toutefois présentée. Ce chiffre apparaît relativement ancien : déjà cité dans le Rapport n°29 (2005-2006) de M. [Charles GUENÉ](http://www.senat.fr/rap/I05-029/I05-029.html), fait au nom de la commission des lois, déposé le 19 octobre 2005, <http://www.senat.fr/rap/I05-029/I05-029.html>

<sup>11</sup> <http://questions.assemblee-nationale.fr/q13/13-100508QE.htm>

## METHODOLOGIE

---

Cette étude relative à la déclaration de l'aide publique au développement des collectivités territoriales françaises (Conseils régionaux, Conseils généraux, Villes de plus de 100 000 habitants et Communautés urbaines) entre 2007 et 2010 a été établie en collectant, fiche par fiche, les données présentes sur le site de la Commission nationale de la coopération décentralisée<sup>12</sup>.

Afin de compléter certaines données, un contact a été établi avec les différents responsables des services de relations internationales de différentes collectivités. En effet, sur les quatre années étudiées, les collectivités territoriales qui n'ont pas déclaré leur APD ne sont pas les mêmes. Certaines ont déclaré les quatre, d'autres seulement une, deux ou trois années. Parmi celles qui n'ont pas systématiquement déclaré l'APD figurent de gros contributeurs (telle que la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur). Il a été nécessaire de se rapprocher de certaines d'entre-elles afin d'avoir le détail sur leur déclaration.

La télédéclaration de l'aide publique au développement des collectivités territoriales, mise en place depuis 2007, permet d'estimer l'évolution de l'APD déclarée sur les quatre dernières années (2007-2008-2009 et 2010)<sup>13</sup>.

Les données enregistrées en 2011 correspondent à l'APD 2010 ; celles de 2010 à 2009, de 2009 à 2008 et celles de 2008 à 2007.

La télédéclaration s'adresse à toutes les collectivités territoriales françaises (les conseils régionaux, les conseils généraux, les établissements publics de coopération intercommunale et les communes) :

- ayant mené dans l'année des projets de coopération (ou des jumelages) avec les pays concernés par l'aide publique au développement,
- ayant affecté dans l'année 1 % de leur budget « eau et assainissement » à des actions de solidarité internationale et des actions d'aide d'urgence dans le cadre la Loi Oudin-Santini,
- ayant versés des subventions à des associations locales ou des ONG en France ou dans le pays partenaire afin qu'elles gèrent pour leur compte des projets de développement,
- ayant effectué des versements en 2010 au bénéfice d'organisations internationales multilatérales.

Par conséquent, les montants déclarés doivent inclure le budget de la coopération décentralisée ainsi que les frais administratifs c'est-à-dire les salaires et les frais de déplacements des agents en mission. Doivent également être pris en compte les 1% alloués au titre de la loi Oudin-Santini, les subventions accordées aux associations de solidarité internationale et les versements aux organisations internationales multilatérales.

---

<sup>12</sup> CNCD : <http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/>

<sup>13</sup> Avant 2007, les données n'étaient pas récoltées par la voie d'une télédéclaration.



Le mode d'emploi du MAEE précise les instructions suivantes :

« La télédéclaration se présente sous la forme d'un formulaire qui permet de déclarer les montants par pays :

1. par grandes thématiques d'affectation (coopération technique, aide projet transitant par une ONG dans le pays, projet d'équipement, frais administratifs, aide humanitaire...)

2. par secteurs (éducation, santé, environnement, eau...).

Elle permet également de déclarer les montants éventuellement versés au bénéfice d'organisations internationales multilatérales.

**Exemples de montants à déclarer :** coûts liés à des activités de coopération technique, apport de savoir-faire sous forme de personnel, de formation et d'activités de recherche, versements et dons financiers à des associations ou ONG gérant des projets pour [le compte de la collectivité territoriale], fournitures de ressources en nature, frais administratifs (service, salaires...).

À noter que les dons que la collectivité territoriale aurait versés à des associations ou des ONG menant des actions internationales pour son compte sont à déclarer. Cette année [2011], il faut les déclarer par pays soit dans « aide-projet transitant par une ONG dans le pays partenaire » soit dans « aide-programme transitant par une ONG dans le pays partenaire ». Si les dons concernent de l'aide humanitaire, il faut les déclarer dans « Aide humanitaire transitant par une ONG ».

Les frais administratifs (frais de mission, frais de service, salaires des agents de la Direction des affaires internationales ou du service qui dans la collectivité gère la coopération avec les pays éligibles à l'APD...) sont à déclarer par pays. »<sup>14</sup>

Selon l'atlas de la CNCD il y aurait **4 800** collectivités engagées à l'international<sup>15</sup>.

L'étude a été menée sur seulement 181 collectivités territoriales les plus importantes en nombre d'habitants :

- les 26 Régions,
- 99 Départements (la déclaration de Paris étant comptabilisée parmi les Villes<sup>16</sup>),
- les 40 Villes de plus de 100 000 habitants en 2010 et
- les 16 communautés urbaines.

**Tableau 7 :** Nombre de déclarations par an

	Nombre de collectivités qui ont déclaré l'APD	Nombre de collectivités qui n'ont pas déclaré	Nombre de collectivités étudiées
2007	96	85	181
2008	119	62	181
2009	85	96	181
2010	90	91	181

<sup>14</sup> CNCD : <http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/article.asp?menuid=7&lv=1&aid=508>

<sup>15</sup> Source : atlas de la coopération décentralisée – MAEE - <http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/bdd-france.asp> consulté le 21/12/21011

<sup>16</sup> Le budget « Relations internationales » de Paris est imputé au budget Ville et non Département.

**Tableau 8 : Nombre de déclarations par an et selon les collectivités**

	Conseils régionaux	Conseils généraux	Villes de plus de 100 000 habitants	Communautés urbaines	TOTAL
2007	17	51	24	4	96
2008	22	62	29	6	119
2009	20	43	18	4	85
2010	19	47	20	4	90

Les Régions sont les collectivités qui déclarent le plus leur APD sur la période étudiée. Plus de 50 % des Départements, des Villes et des Communautés urbaines n'ont pas télédéclaré leur APD en 2010 et ce malgré l'obligation de télédéclaration pour l'octroi de cofinancements du MAEE<sup>17</sup>.

En termes de régularité, l'étude des données recueillies nous indique que seul un tiers des collectivités étudiées a déclaré à quatre reprises leur APD :

	Conseils régionaux	Conseils généraux	Villes de plus de 100 000 habitants	Communautés urbaines	TOTAL	Taux de réponse
0 déclaration	3	26	8	8	45	25%
1 déclaration	2	15	4	3	24	13%
2 déclarations	3	14	10	2	29	16%
3 déclarations	2	15	2	1	21	12%
4 déclarations	16	29	16	2	62	34%
Base	26	99	40	16	181	

Cette « irrégularité » dans les déclarations nous a amené, après contact avec les collectivités les plus grosses contributrices, à réaliser une estimation des fonds versés pour lisser les résultats présentés, en termes de somme notamment.

Toutefois, on notera qu'à part quelques rares villes<sup>18</sup>, la majorité des collectivités réellement engagées dans une politique internationale ont au moins réalisé deux déclarations sur quatre. A partir de ces déclarations, nous pouvons proposer une APD estimée globale.

<sup>17</sup> On peut penser que cette condition de déclaration pour l'octroi d'un cofinancement a un effet contraire au but recherché. Ainsi seules les collectivités qui voudraient bénéficier d'un cofinancement déclareraient leur APD, certaines, ne souhaitant pas déposer de demande, ont parfois omis de faire leur déclaration.

<sup>18</sup> Parmi les acteurs importants de l'action internationale, on notera l'absence de déclaration sur les 4 années de la ville de Nice, de Rouen et de Perpignan, ou une seule déclaration sur 4 ans ; pour Strasbourg ou Montpellier.

## DONNEES

### 1. RESULTATS GLOBAUX DES COLLECTIVITES ETUDIEES

Entre 2009 et 2010, on observe une diminution de 6,5 M€ d'après les déclarations.

**Tableau 9** : APD déclarée par an et variation

APD déclarée 2007	Variation 2007-2008	APD déclarée 2008	Variation 2008-2009	APD déclarée 2009	Variation 2007-2009	APD déclarée 2010	Variation 2009-2010	Variation 2008-2010	Variation 2007-2010
57 733 638 €	11,97%	64 643 776 €	-3,92%	62 110 221 €	7,58%	55 532 779 €	-10,59%	-14,09%	-3,41%

Cependant, beaucoup de collectivités qui ont pour habitude d'allouer un montant conséquent au titre de l'APD n'ont pas déclaré leur contribution en 2010<sup>19</sup>. Aussi, il est apparu opportun de faire une estimation de ces sommes. L'estimation repose sur les déclarations de l'ensemble de la période étudiée par les collectivités qui ont déclaré au moins deux fois.

**Tableau 10** : APD estimée par an et variation

APD estimée 2007	Variation 2007 et 2008	APD estimée 2008	Variation 2008 et 2009	APD estimée 2009	Variation 2007 et 2009	APD estimée 2010	Variation 2009 et 2010	Variation 2008 et 2010	Variation 2007 et 2010
62 228 170 €	4,36%	64 939 900 €	2,55%	66 594 300 €	7,02%	66 592 760 €	0%	2,55%	7%

On constate que durant la période 2007-2010, l'APD des collectivités territoriales étudiées aurait augmenté de 7%. Par projection, l'écart entre 2009 et 2010 serait de 2 k€ en moins d'une année sur l'autre, soit une stabilisation des fonds.

Cette diminution peut trouver une explication dans le fait que les Régions ont déclaré une somme moins importante que l'année précédente. En effet, les Régions constituent plus de 50% du total déclaré.

**Tableau 11** : APD déclarée en 2007, 2008, 2009 et 2010 selon les Régions, les Départements, les Villes de plus de 100 000 habitants et les communautés urbaines

	APD déclarée 2007	en %	APD déclarée 2008	en %	APD déclarée 2009	en %	APD déclarée 2010	en %
Conseils régionaux	28 550 028 €	49%	37 790 852 €	58%	39 650 740 €	65%	30 600 772 €	55%
Conseils généraux	17 000 753 €	29%	13 828 324 €	21%	11 124 290 €	18%	13 284 003 €	24%
Villes > 100 000 habitants	10 263 185 €	18%	10 072 997 €	16%	10 207 718 €	17%	10 831 389 €	20%
Communautés urbaines	1 919 672 €	3%	2 951 603 €	5%	482 644 €	1%	816 615 €	1%
Total	57 733 638 €	100%	64 643 776 €	100%	61 465 392 €	100%	55 532 779 €	100%

<sup>19</sup> C'est notamment, le cas du Conseil régional de Paca pour 7 M€, de celui des Pays-de-la-Loire pour 1 M€, du Conseil général du Nord pour 800 k€, etc.

Si on ne prend que les collectivités territoriales qui ont systématiquement déclaré l'APD durant la période, on s'aperçoit effectivement que les Régions qui ont déclaré l'APD de 2010, donnent une somme inférieure à 2009, contrairement aux autres collectivités étudiées.

**Tableau 12** : APD déclarée en 2007, 2008, 2009 et 2010 selon les Régions, les Départements, les Villes de plus de 100 000 habitants et les Communautés urbaines qui ont déclaré les quatre années

	APD déclarée 2007	en %	APD déclarée 2008	en %	APD déclarée 2009	en %	APD déclarée 2010	en %
<b>Conseils régionaux (16 déclarations)</b>	22 202 461 €	49%	27 881 801 €	61%	30 793 373 €	61%	28 779 759 €	58%
<b>Conseils généraux (29 déclarations)</b>	13 359 396 €	30%	8 855 851 €	19%	9 034 050 €	18%	10 017 407 €	20%
<b>Villes &gt; 100 000 hab. (16 déclarations)</b>	8 648 854 €	19%	8 446 552 €	19%	10 008 974 €	20%	10 273 257 €	21%
<b>Communautés urbaines (2 déclarations)</b>	734 100 €	2%	675 583 €	1%	240 629 €	0%	294 573 €	1%
<b>Total</b>	<b>44 944 811 €</b>	<b>100%</b>	<b>45 859 787 €</b>	<b>100%</b>	<b>50 077 026 €</b>	<b>100%</b>	<b>49 364 996 €</b>	<b>100%</b>

## 2. LES REGIONS

### a. Montants globaux

L'APD déclarée par les Conseils régionaux s'élevé à 30,6 M€ en 2010.

**Tableau 13** : APD déclarée totale des Conseils régionaux en 2007, 2008, 2009 et 2010

	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010
Conseils régionaux	28 550 028 €	37 790 852 €	39 650 740 €	30 600 772 €
Nombre de déclarations	17	22	20	19

Cependant ces chiffres ne traduisent pas la réalité de l'engagement global des régions du fait d'une distorsion des déclarations ou d'évolutions fortes dans les engagements<sup>20</sup>.

On recense 2 Conseils régionaux qui ont déclaré une APD supérieure à 4 M€ : Île-de-France et Rhône-Alpes

Pour les déclarations comprises entre 4 et 1 M€, il y a 8 Conseils :

- Picardie
- Nord-Pas-de-Calais
- Midi-Pyrénées
- Poitou-Charentes
- Bretagne
- Réunion
- Aquitaine
- Centre

4 Régions ont déclaré une APD comprise entre 1 M€ et 500 000 € :

- Limousin
- Basse-Normandie
- Champagne-Ardenne
- Bourgogne

Pour 5 Régions l'APD déclarée est inférieure à 500 000 € :

- Alsace
- Lorraine
- Haute-Normandie
- Auvergne
- Franche-Comté

Enfin, 7 Régions n'ont pas déclaré leur APD en 2010 :

- Corse
- Guadeloupe
- Guyane
- Languedoc-Roussillon
- Martinique
- Pays-de-la-Loire
- Provence-Alpes-Côte-d'Azur

En comparaison avec les chiffres de l'année précédente, on remarque effectivement un recul des Régions, puisque :

- 5 Conseils régionaux déclaraient plus de 4 M€,
- 4 déclaraient entre 4 et 1 M€ contre 8 en 2010,
- 6 entre 1 M€ et 500 000 €
- et 5 une APD inférieure à 500 000.

<sup>20</sup> La Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (dont le montant déclaré trois années de suite est de 7 M€ au titre de l'APD), n'a pas déclaré son APD de 2010. La Région Nord-Pas-de-Calais a fortement diminué son engagement (-2,9 M€).

En revanche 7 Régions contre 6 l'année passée, n'ont pas déclaré leur APD et parmi elle la Région PACA qui représente un gros contributeur (7M€).

Si on ne prend que les collectivités qui ont réalisé une déclaration à quatre reprises, la baisse est beaucoup moins significative : elle est de 2 M€ soit 7% par rapport à 2009.

**Tableau 14** : Les déclarations de l'APD par les 16 Régions qui ont déclaré les 4 dernières années

CONSEILS REGIONAUX	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010
Alsace	454 709 €	490 494 €	577 542 €	410 522 €
Auvergne	609 527 €	667 697 €	667 697 €	329 519 €
Basse-Normandie	559 806 €	538 850 €	535 003 €	727 668 €
Bretagne	1 073 017 €	1 381 103 €	1 300 113 €	1 280 355 €
Centre	910 477 €	1 245 509 €	1 349 358 €	1 064 685 €
Champagne-Ardenne	462 476 €	597 126 €	463 387 €	636 295 €
Haute-Normandie	170 490 €	282 068 €	309 345 €	342 274 €
Ile-de-France	5 439 057 €	5 498 171 €	4 770 807 €	5 260 089 €
Limousin	387 775 €	506 688 €	453 643 €	814 442 €
Lorraine	349 784 €	424 168 €	306 643 €	379 531 €
Midi-Pyrénées	654 382 €	145 000 €	865 581 €	1 780 655 €
Nord-Pas de Calais	3 412 530 €	3 614 808 €	5 480 905 €	2 604 952 €
Picardie	2 020 411 €	4 190 060 €	4 129 017 €	3 820 637 €
Poitou-Charentes	447 543 €	1 135 419 €	1 244 852 €	1 711 495 €
Réunion	807 277 €	2 411 140 €	831 686 €	1 246 695 €
Rhône-Alpes	4 443 200 €	4 753 500 €	7 507 794 €	6 369 945 €
<b>Total</b>	<b>22 202 461 €</b>	<b>27 881 801 €</b>	<b>30 793 373 €</b>	<b>28 779 759 €</b>

De fortes évolutions doivent être constatées :

- une forte baisse des déclarations de la Région Nord-Pas-de-Calais (-52%) et de la Région Rhône-Alpes (-15%) qui représentent les sommes les plus importantes en termes de l'APD pour les Régions ;
- en proportion, il faut noter aussi la déclaration en forte baisse (-50%) pour la région Auvergne ;
- en revanche, la déclaration de la Région Île-de-France est en augmentation (10%) par rapport à l'année précédente ;
- la Région Midi Pyrénées a doublé (+109%) sa déclaration en prenant en compte les engagements des services autres que les relations internationales (+0,9 M€) ;
- le limousin (+79%) et la Réunion (+50%) présentent aussi une forte variation.

Les Régions qui n'ont jamais déclaré l'APD :

- La Corse
- La Martinique

Celles qui l'ont déclaré qu'une fois :

- La Guadeloupe
- Le Languedoc-Roussillon

## b. Euro par habitant

Globalement, les Régions consacrent en moyenne 0,61 € par habitant à l'APD avec un écart important entre les Régions (de 0,10 € à 1,96 € parhabitant).

**Tableau 15** : APD/habitant pour les Régions

CONSEILS REGIONAUX	Nombre d'habitants*	APD déclarée 2010	€/habitant
Alsace	1 859 558	410 522 €	0,22 €
Aquitaine	3 237 700	1 140 000 €	0,35 €
Auvergne	1 381 629	329 519 €	0,24 €
Basse-Normandie	1 505 527	727 668 €	0,48 €
Bourgogne	1 685 695	566 823 €	0,34 €
Bretagne	3 219 598	1 280 355 €	0,40 €
Centre	2 598 051	1 064 685 €	0,41 €
Champagne-Ardenne	1 377 997	636 295 €	0,46 €
Franche-Comté	1 195 244	114 190 €	0,10 €
Haute-Normandie	1 857 688	342 274 €	0,18 €
Ile-de-France	11 740 138	5 260 089 €	0,45 €
Limousin	759 414	814 442 €	1,07 €
Lorraine	2 394 568	379 531 €	0,16 €
Midi-Pyrénées	2 889 805	1 780 655 €	0,62 €
Nord Pas de Calais	4 091 129	2 604 952 €	0,64 €
Picardie	1 947 964	3 820 637 €	1,96 €
Poitou-Charentes	1 793 942	1 711 495 €	0,95 €
Réunion	802 993	1 246 695 €	1,55 €
Rhône-Alpes	6 215 840	6 369 945 €	1,02 €
<b>Total Régions</b>	<b>65 030 704</b>	<b>30 600 772 €</b>	

\*Source : INSEE 1<sup>er</sup> janvier 2007

En 2010, 4 Régions consacraient plus de 1 €/habitant au titre de l'APD<sup>21</sup> :

- La Picardie
- La Réunion
- Le Limousin
- Rhône-Alpes

3 Conseils régionaux versent entre 1 et 0,5 €/habitants :

- Poitou-Charentes
- Nord-Pas-de-Calais
- Midi-Pyrénées

12 n'ont pas dépassé 0,5 €/habitant

- |                     |             |                   |
|---------------------|-------------|-------------------|
| - Basse Normandie   | - Bretagne  | - Alsace          |
| - Charente-Maritime | - Aquitaine | - Haute-Normandie |
| - Île-de-France     | - Bourgogne | - Lorraine        |
| - Centre            | - Auvergne  | - Franche-Comté   |

<sup>21</sup> A noter que la Région PACA est dans cette liste en 2009.

**Tableau 16** : APD déclaré en 2011 des Conseils régionaux ayant réalisés toutes les déclarations depuis 2007

CONSEILS REGIONAUX	Nombre d'habitants	APD déclarée 2010	€/habitant
Total Région	47 130 884	28 779 759 €	0,67 €

### c. Variation APD déclarée et estimée

Quel que soit l'angle d'analyse utilisé, on constate une augmentation de l'APD entre 2007 et 2010. Cependant, de manière générale, les Régions semblent accorder une APD moins importante en 2010 qu'en 2009.

**Tableau 17** : Variation de l'APD déclarée et estimée sur 2007, 2008, 2009 et 2010 des Conseils régionaux

	APD 2007	Variation 2007 et 2008	APD 2008	Variation 2008 et 2009	APD 2009	Variation 2009 et 2010	APD 2010	Variation 2008 et 2010	Variation 2007 et 2010
Conseils régionaux (déclarations)	28 550 028 €	32,37%	37 790 852 €	4,88%	39 634 638 €	-22,79%	30 600 772 €	-19,03%	7,18%
CR ayant déclaré les 4 années	22 202 461 €	25,58%	27 881 801 €	10,44%	30 793 373 €	-6,54%	28 779 759 €	3,22%	29,62%
CR (estimations <sup>22</sup> )	31 737 960 €	19,07%	37 790 860 €	5,99%	40 053 132 €	-3,63%	38 600 772 €	2,14%	21,62%

9 Régions ont augmenté leur APD entre 2009 et 2010 (leur évolution allant de 10% à 105%). Cependant la Région Midi-Pyrénées (105% d'augmentation) a vu son chiffre fortement augmenté par un changement dans le mode de calcul. En effet, depuis 2011 le Conseil régional de Midi-Pyrénées a pris en compte les dépenses, entrant dans la définition de l'APD, des services autres que celui des relations internationales.

8 Régions connaissent une baisse de leur APD entre 2009 et 2010 (entre 50% pour l'Auvergne et 1,52% pour la Bretagne).

<sup>22</sup> Pour les estimations nous avons réalisé une projection pour chaque année, en fonction des déclarations antérieures ou postérieures.



### 3. LES DEPARTEMENTS

#### a. Montants globaux

L'APD déclarée par les Conseils généraux s'élève à 13,2 M€ en 2010.

**Tableau 18** : APD déclarée totale des Conseils généraux en 2007, 2008, 2009 et 2010

	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010
Conseils généraux	17 000 753 €	13 828 324 €	11 124 290 €	13 284 003 €
Nombre de déclarations	51	62	43	47

Entre 2009 et 2010 on observe une hausse de plus de 2 M€ (soit 19% de plus).

4 Conseils généraux déclarent une APD supérieure à 1 M€ :

- Hauts-de-Seine (1,5 M€)
- Yvelines (1,4 M€)
- Bouches-du-Rhône (1,1 M€)
- Val-de-Marne (1,1 M€)

5 Conseils généraux déclarent une APD entre 1 M€ et 500 000 € :

- Essonne (0,67)
- Ardèche (0,65)
- Ille-et-Vilaine (0,61)
- Isère (0,6)
- Côtes-d'Armor (0,56)

18 Département déclarent contribuer à l'APD à hauteur de 500 000 et 100 000 € :

- Seine-Maritime
- Vendée
- Hérault
- Seine-Saint-Denis
- Finistère
- Loir-et-Cher
- Bas-Rhin
- Oise
- Loire-Atlantique
- Vienne
- Saône-et-Loire
- Territoire de Belfort
- Allier
- Charente-Maritime
- Eure
- Hautes-Pyrénées
- Haute-Vienne
- Haute-Garonne

8 entre 100 000 € et 50 000 € :

- Morbihan
- Hautes-Alpes
- Drôme
- Seine-et-Marne
- Rhône
- Pas-de-Calais
- Aveyron
- Haut-Rhin

12 ont déclaré des sommes inférieures à 50 000 € :

- Dordogne
- Somme
- Pyrénées-Atlantiques
- Lozère
- Haute-Saône
- Jura
- Loire
- Haute-Corse
- Gers
- Loiret
- Alpes-Maritimes
- Meurthe et Moselle

En comparaison avec les chiffres de l'année dernière, il apparaît que les sommes déclarées au titre de l'APD ont augmenté. En effet, 4 Conseils généraux déclaraient verser plus d'1 M€ contre 2 pour 2009 et 18 Conseils généraux entre 500 000€ et 100 000€ en 2009 contre 12 pour 2010. De même, de 11 départements qui versaient entre 100 000€ et 50 000€ en 2009, on passe à 8 en 2010.

En revanche, 53 Départements n'ont pas déclarée l'APD de 2010. Parmi les collectivités qui n'ont pas déclaré figurent :

- Le Nord (qui déclare habituellement une APD déclarée comprise entre 900 000 et 700 000 €)
- La Haute-Savoie (pour une APD comprise entre 350 000 et 150 000 €)
- La Savoie (où l'APD déclarée est généralement comprise entre 250 000 et 200 000 €)

Toutefois, sur la base des Conseils généraux qui ont fait toutes leur déclaration il s'agit d'une baisse moindre concernant 2007-2010 (3,3 M€) et d'une hausse de 11% pour la variation 2009-2010

**Tableau 19** : Les déclarations de l'APD par les Départements qui ont déclaré les 4 dernières années

DEPARTEMENTS	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010
Allier	120 788 €	103 090 €	85 350 €	112 520 €
Alpes Maritimes	237 200 €	16 673 €	53 155 €	19 434 €
Ardèche	205 500 €	229 450 €	274 450 €	646 393 €
Aveyron	30 188 €	103 266 €	56 734 €	76 378 €
Bas Rhin	210 900 €	222 900 €	232 000 €	235 000 €
Bouches du Rhône	1 677 009 €	1 175 120 €	939 837 €	1 144 536 €
Charente Maritime	209 550 €	115 800 €	183 800 €	112 500 €
Côtes d'Armor	262 603 €	305 918 €	369 170 €	560 000 €
Dordogne	14 224 €	103 100 €	65 632 €	49 825 €
Drôme	40 000 €	47 000 €	94 500 €	90 030 €
Eure	71 770 €	71 770 €	71 770 €	108 606 €
Haut Rhin	71 820 €	116 231 €	38 360 €	51 240 €
Haute Saône	13 181 €	15 232 €	13 211 €	24 719 €
Haute Vienne	48 000 €	149 000 €	206 313 €	101 985 €
Hautes Pyrénées	95 961 €	100 654 €	81 026 €	103 429 €
Hauts-de-Seine	4 182 073 €	1 405 942 €	715 494 €	1 506 330 €
Hérault	256 550 €	259 335 €	213 500 €	424 449 €
Ille et Vilaine	595 000 €	647 890 €	752 762 €	610 615 €
Jura	25 760 €	16 240 €	25 000 €	21 000 €
Loire Atlantique	692 500 €	577 500 €	662 000 €	200 000 €
Loiret	17 500 €	17 500 €	17 000 €	19 500 €
Morbihan	57 278 €	71 672 €	53 510 €	97 250 €
Pas de Calais	15 547 €	57 375 €	71 378 €	77 936 €
Rhône	125 200 €	172 032 €	66 192 €	85 568 €
Seine Maritime	203 524 €	199 899 €	477 464 €	474 914 €
Seine Saint Denis	2 161 478 €	283 783 €	537 227 €	386 454 €
Territoire de Belfort	185 700 €	150 856 €	178 953 €	137 681 €
Val de Marne	983 069 €	1 428 144 €	1 069 970 €	1 104 974 €
Yvelines	549 523 €	692 479 €	1 428 292 €	1 434 141 €
<b>Total</b>	<b>13 359 396 €</b>	<b>8 855 851 €</b>	<b>9 034 050 €</b>	<b>10 017 407 €</b>

On remarque 6 hausses importantes. La déclaration de l'Ardèche augmente fortement ainsi que la Seine-Maritime et celle des Yvelines (+130%) au cours de la période (2007-2010).

Cependant, on constate une forte baisse notamment du Conseil général de Seine-Saint-Denis (- 80%, soit 1 M€) et de la Loire-Atlantique (- 70%, soit 460 000€) sur la période étudiée.

27 Départements n'ont jamais déclaré d'APD :

- Les Ardennes
- L'Ariège
- L'Aube
- L'Aude
- Le Calvados
- La Corrèze
- La Corse du Sud
- La Creuse
- L'Eure-et-Loir
- La Gironde
- La Guadeloupe
- La Guyane
- La Haute-Loire
- La Haute- Marne
- Les Landes
- Le Lot
- Le Lot-et-Garonne
- Le Maine-et-Loire
- La Marne
- Les Pyrénées-Orientales
- Le Tarn
- Le Tarn-et-Garonne
- Le Var
- Le Vaucluse
- Les Vosges
- L'Yonne

Et 15 n'ont déclaré qu'une fois (année de déclaration) :

- L'Aisne (2008)
- Les Alpes-de-Haute-Provence (2008)
- Le Cantal (2007)
- La Côte-d'Or (2008)
- Le Gard (2008)
- La Haute-Corse (2010)
- L'Indre (2008)
- La Martinique (2009)
- Mayenne (2008)
- La Moselle (2007)
- La Nièvre (2008)
- L'Oise (2010)
- Le Puy-de-Dôme (2008)
- La Réunion (2008)
- Le Val-d'Oise (2008)

### b. Euro par habitant

En moyenne, les Conseils généraux consacrent 0,37 € par habitant pour l'APD (moitié moins que les Régions).

**Tableau 20** : APD/habitant pour les Départements

DEPARTEMENTS	Nombre d'habitants	APD déclarée 2010	€/habitant
Allier	353 845	112 520 €	0,32 €
Alpes Maritimes	1 097 046	19 434 €	0,02 €
Ardèche	319 305	646 393 €	2,02 €
Aveyron	286 186	76 378 €	0,27 €
Bas Rhin	1 102 584	235 000 €	0,21 €
Bouches du Rhône	1 985 193	1 144 536 €	0,58 €
Charente Maritime	623 201	112 500 €	0,18 €
Côtes d'Armor	581570	560 000 €	0,96 €
Dordogne	419 494	49 825 €	0,12 €
Drôme	487 881	90 030 €	0,18 €
Essonne	1 217 716	672 482 €	0,55 €
Eure	587 845	108 606 €	0,18 €
Finistère	916 543	276 796 €	0,30 €

Gers	190 776	20 000 €	0,10 €
DEPARTEMENTS	Nombre d'habitants	APD déclarée 2010	€/habitant
Haut Rhin	756 974	51 240 €	0,07 €
Haute Corse	162 573	20 000 €	0,12 €
Haute Garonne	1 224 799	100 000 €	0,08 €
Haute Saône	244 674	24 719 €	0,10 €
Haute Vienne	379 902	101 985 €	0,27 €
Hautes Alpes	137 528	94 000 €	0,68 €
Hautes Pyrénées	237 127	103 429 €	0,44 €
Hauts de Seine	1 561 261	1 506 330 €	0,96 €
Hérault	1 029 197	424 449 €	0,41 €
Ille et Vilaine	980 668	610 615 €	0,62 €
Isère	1 204 924	604 227 €	0,50 €
Jura	269 401	21 000 €	0,08 €
Loir et Cher	337 021	236 460 €	0,70 €
Loire	758 529	20 000 €	0,03 €
Loire Atlantique	1 281 031	200 000 €	0,16 €
Loiret	665 670	19 500 €	0,03 €
Lozère	80 995	30 537 €	0,38 €
Meurthe et Moselle	739 839	15 000 €	0,02 €
Morbihan	725 366	97 250 €	0,13 €
Oise	816 142	210 117 €	0,26 €
Pas de Calais	1 484 667	77 936 €	0,05 €
Pyrénées Atlantiques	664 147	39 500 €	0,06 €
Rhône	1 707 084	85 568 €	0,05 €
Saône et Loire	571 193	160 000 €	0,28 €
Seine et Marne	1 310 646	90 000 €	0,07 €
Seine Maritime	1 269 843	474 914 €	0,37 €
Seine Saint Denis	1 513 963	386 454 €	0,26 €
Somme	578 978	42 000 €	0,07 €
Territoire de Belfort	145 876	137 681 €	0,94 €
Val de Marne	1 315 279	1 104 974 €	0,84 €
Vendée	626 588	458 327 €	0,73 €
Vienne	433 523	177 150 €	0,41 €
Yvelines	1 429 610	1 434 141 €	1,00 €
<b>Total</b>	<b>36 814 203</b>	<b>12 519 304 €</b>	

Seule l'Ardèche et les Yvelines consacrent plus de 1 €/habitant (2€ pour l'Ardèche et 1€ pour les Yvelines). Les Côtes-d'Armor verseraient près de 1€/habitant également (0,96€).

10 Départements ont une APD/habitant comprise entre 0,5 et 1€ :

Hauts-de-Seine / Territoires de Belfort / Val-de-Bourgogne / Vendée / Loir-et-Cher / Hautes-Alpes / Ille-et-Vilaine / Essonne / Isère / Bouches-du-Rhône

### c. Variation APD déclarée et estimée

Entre 2007 et 2010 l'APD déclarée baisse de 3,7 M€, soit -22%. En revanche, entre 2009 et 2010 on observe une hausse de 2 M€ (soit une augmentation de 19%).

**Tableau 21** : Variation de l'APD déclarée et estimée sur 2007, 2008, 2009 et 2010 des Conseils généraux

	APD 2007	Variation 2007 et 2008	APD 2008	Variation 2008 et 2009	APD 2009	Variation 2009 et 2010	APD 2010	Variation 2008 et 2010	Variation 2007 et 2010
<b>Conseils généraux (déclarations)</b>	17 000 753 €	-18,66%	13 828 324 €	-19,04%	11 196 060 €	18,65%	13 284 003 €	-3,94%	-21,86%
<b>CG ayant déclaré les 4 années</b>	13 359 396 €	-33,71%	8 855 851 €	2,01%	9 034 050 €	10,89%	10 017 407 €	13,12%	-25,02%
<b>CG (estimations)</b>	17 935 740 €	-22,17%	13 958 962 €	-9,32%	12 658 072 €	15,06%	14 564 000 €	4,33%	-18,80%

Globalement, on observe une baisse sur la période étudiée et plus précisément entre 2007 et 2008 (-34% si on prend les Départements qui ont déclaré leur APD tous les ans). Cette diminution s'explique d'une part par le nombre décroissant de Départements qui ont déclaré l'APD en 2010 par rapport à 2009 et d'autre par le fait que certains Départements ont considérablement vu à la baisse leur contribution (telle que la Seine-Saint-Denis ou les Hauts-de-Seine).

Entre 2009 et 2010, il y a un accroissement de l'APD quel que soit l'angle d'analyse d'environ 12%. Cependant, les sommes ne semblent pas au niveau de l'APD de 2007.

**Tableau 22** : APD déclarée par les Conseils généraux et variation 2007-2010 et 2009-2010

CONSEILS GENERAUX	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010 <sup>23</sup>	Variation 2007-2010	Variation en % 2007-2010	Variation 2009-2010	Variation en % 2009-2010
Ain	74 351 €	103 800 €	Non renseigné	Non renseigné				
Aisne	Non renseigné	43 668 €	Non renseigné	Non renseigné				
Allier	120 788 €	103 090 €	85 350 €	112 520 €	-8 268 €	-7%	27 170 €	32%
Alpes de Haute Provence	Non renseigné	25 000 €	Non renseigné	Non renseigné				
Alpes Maritimes	237 200 €	16 673 €	53 155 €	19 434 €	-217 766 €	-92%	- 33 721 €	-63%
Ardèche	205 500 €	229 450 €	274 450 €	646 393 €	440 893 €	215%	371 943 €	136%
Ardennes	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Ariège	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Aube	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Aude	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Aveyron	30 188 €	103 266 €	56 734 €	76 378 €	46 190 €	153%	19 644 €	35%
Bas Rhin	210 900 €	222 900 €	232 000 €	235 000 €	24 100 €	11%	3 000 €	1%

<sup>23</sup> Certaines données ne figurant pas sur le site du MAEE, ont été obtenues suite à un contact avec les responsables des relations internationales.

CONSEILS GENERAUX	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010	Variation 2007-2010	Variation en % 2007-2010	Variation 2009-2010	Variation en % 2009-2010
Bouches du Rhône	1 677 009 €	1 175 120 €	939 837 €	1 144 536 €	-532 473 €	-32%	204 699 €	22%
Calvados	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Cantal	2 500 €	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Charente	14 313 €	Non renseigné	13 000 €	Non renseigné				
Charente Maritime	209 550 €	115 800 €	183 800 €	112 500 €	-97 050 €	-46%	- 71 300 €	-39%
Cher	36 660 €	44 867 €	48 067 €	Non renseigné				
Corrèze	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Corse du sud	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Côte d'Or	Non renseigné	6 900 €	Non renseigné	Non renseigné				
Côtes d'Armor	262 603 €	305 918 €	369 170 €	560 000 €	297 397 €	113%	190 830 €	52%
Creuse	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Deux Sèvres	185 014 €	107 015 €	25 000 €	Non renseigné				
Dordogne	14 224 €	103 100 €	65 632 €	49 825 €	35 601 €	250%	- 15 807 €	-24%
Doubs	37 600 €	35 000 €	Non renseigné	Non renseigné				
Drôme	40 000 €	47 000 €	94 500 €	90 030 €	50 030 €	125%	- 4 470 €	-5%
Essonne	643 414 €	787 134 €	Non renseigné	672 482 €	29 068 €	5%		
Eure	71 770 €	71 770 €	71 770 €	108 606 €	36 836 €	51%	36 836 €	51%
Eure et Loir	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Finistère	239 908 €	225 946 €	Non renseigné	276 796 €	36 888 €	15%		
Gard	Non renseigné	53 816 €	Non renseigné	Non renseigné				
Gers	Non renseigné	2 500 €	Non renseigné	20 000 €				
Gironde	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Guadeloupe	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Guyane	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Haut Rhin	71 820 €	116 231 €	38 360 €	51 240 €	-20 580 €	-29%	12 880 €	34%
Haute Corse	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	20 000 €				
Haute Garonne	Non renseigné	150 000 €	Non renseigné	100 000 €				
Haute Loire	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Haute Marne	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Haute Saône	13 181 €	15 232 €	13 211 €	24 719 €	11 538 €	88%	11 508 €	87%
Haute Savoie	352 500 €	136 787 €	135 850 €	Non renseigné				
Haute Vienne	48 000 €	149 000 €	206 313 €	101 985 €	53 985 €	112%	- 104 328 €	-51%
Hauts Alpes	Non renseigné	97 000 €	Non renseigné	94 000 €				
Hautes Pyrénées	95 961 €	100 654 €	81 026 €	103 429 €	7 468 €	8%	22 403 €	28%
Hauts-de-Seine	4 182 073 €	1 405 942 €	715 494 €	1 506 330 €	-2 675 743 €	-64%	790 836 €	111%
Hérault	256 550 €	259 335 €	213 500 €	424 449 €	167 899 €	65%	210 949 €	99%
Ille et Vilaine	595 000 €	647 890 €	752 762 €	610 615 €	15 615 €	3%	- 142 147 €	-19%
Indre	Non renseigné	5 240 €	Non renseigné	Non renseigné				

CONSEILS GENERAUX	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010	Variation 2007-2010	Variation en % 2007- 2010	Variation 2009-2010	Variation en % 2009- 2010
Indre et Loire	157 428 €	103 447 €	Non renseigné	Non renseigné				
Isère	Non renseigné	709 791 €	456 485 €	604 227 €			147 742 €	32%
Jura	25 760 €	16 240 €	25 000 €	21 000 €	-4 760 €	-18%	- 4 000 €	-16%
Landes	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Loir et Cher	Non renseigné	7 250 €	Non renseigné	236 460 €				
Loire	30 000 €	Non renseigné	Non renseigné	20 000 €	-10 000 €	-33%		
Loire Atlantique	692 500 €	577 500 €	662 000 €	200 000 €	-492 500 €	-71%	- 462 000 €	-70%
Loiret	17 500 €	17 500 €	17 000 €	19 500 €	2 000 €	11%	2 500 €	15%
Lot	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Lot et Garonne	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Lozère	Non renseigné	55 000 €	2 988 €	30 537 €			27 549 €	922%
Maine et Loire	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Manche	113 453 €	43 500 €	Non renseigné	Non renseigné				
Marne	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Martinique	Non renseigné	Non renseigné	5 300 €	Non renseigné				
Mayenne	Non renseigné	38 463 €	Non renseigné	Non renseigné				
Meurthe et Moselle	222 557 €	147 000 €	Non renseigné	15 000 €	-207 557 €	-93%		
Meuse	11 000 €	22 500 €	14 400 €	Non renseigné				
Morbihan	57 278 €	71 672 €	53 510 €	97 250 €	39 972 €	70%	43 740 €	82%
Moselle	23 500 €	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Nièvre	Non renseigné	15 000 €	Non renseigné	Non renseigné				
Nord	892 281 €	768 000 €	863 500 €	Non renseigné				
Oise	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	210 117 €				
Orne	39 620 €	28 170 €	Non renseigné	Non renseigné				
Pas de Calais	15 547 €	57 375 €	71 378 €	77 936 €	62 389 €	401%	6 558 €	9%
Puy de Dôme	Non renseigné	111 151 €	Non renseigné	Non renseigné				
Pyrénées Atlantiques	5 300 €	Non renseigné	4 990 €	39 500 €	34 200 €	645%	34 510 €	692%
Pyrénées Orientales	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Réunion	Non renseigné	145 902 €	Non renseigné	Non renseigné				
Rhône	125 200 €	172 032 €	66 192 €	85 568 €	-39 632 €	-32%	19 376 €	29%
Saône et Loire	Non renseigné	186 848 €	Non renseigné	160 000 €				
Sarthe	57 520 €	56 020 €	10 600 €	Non renseigné				
Savoie	226 720 €	213 200 €	193 300 €	Non renseigné				
Seine et Marne	76 550 €	Non renseigné	78 000 €	90 000 €	13 450 €	18%	12 000 €	15%
Seine Maritime	203 524 €	199 899 €	477 464 €	474 914 €	271 390 €	133%	- 2 550 €	-1%
Seine Saint Denis	2 161 478 €	283 783 €	537 227 €	386 454 €	-1 775 024 €	-82%	- 150 773 €	-28%
Somme	Non renseigné	Non renseigné	58 000 €	42 000 €			- 16 000 €	-28%
Tarn	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				

CONSEILS GENERAUX	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010	Variation 2007-2010	Variation en % 2007- 2010	Variation 2009-2010	Variation en % 2009- 2010
<b>Tarn et Garonne</b>	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
<b>Territoire de Belfort</b>	185 700 €	150 856 €	178 953 €	137 681 €	-48 019 €	-26%	- 41 272 €	-23%
<b>Val de Marne</b>	983 069 €	1 428 144 €	1 069 970 €	1 104 974 €	121 905 €	12%	35 004 €	3%
<b>Val d'Oise</b>	Non renseigné	78 900 €	Non renseigné	Non renseigné				
<b>Var</b>	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
<b>Vaucluse</b>	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
<b>Vendée</b>	Non renseigné	417 658 €	252 530 €	458 327 €			205 797 €	81%
<b>Vienne</b>	199 168 €	Non renseigné	Non renseigné	177 150 €	-22 018 €	-11%		
<b>Vosges</b>	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
<b>Yonne</b>	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
<b>Yvelines</b>	549 523 €	692 479 €	1 428 292 €	1 434 141 €	884 618 €	161%	5 849 €	0,41%
<b>Total</b>	<b>17 000 753 €</b>	<b>13 828 324 €</b>	<b>11 196 060 €</b>	<b>13 284 003 €</b>	<b>-3 716 750 €</b>	<b>-22%</b>	<b>2 087 943 €</b>	<b>19%</b>

12 Départements ont déclaré une baisse (en moyenne 30%) et 23 Départements ont déclaré une hausse par rapport à 2009 (en moyenne 110%).



## 4. LES VILLES

### a. Montant global

L'APD déclarée par les Villes de plus de 100 000 habitants est de **10,8 M € en 2010**.

Toutefois, Paris qui déclare 6,8 M€ au titre de l'APD de 2010, représente 63% de ce montant total.

A noter que, parmi les Villes qui ont l'habitude d'apparaître sur le site du MAEE, celle de Bordeaux (qui déclare entre 300 000 à 100 000 €) ne donne pas le chiffre de son APD de 2010.

3 Villes ont déclaré plus de 500 000 € pour l'APD de 2010 :

- Marseille
- Nantes
- Toulouse

3 Villes déclarent entre 400 000 et 100 000 € :

- Montreuil
- Lille
- Clermont-Ferrand

5 entre 200 000 et 100 000 € :

- Grenoble
- Rennes
- Besançon
- Saint-Etienne
- Limoges

3 Villes ont contribué à l'APD entre 100 000 et 50 000 € :

- Mulhouse
- Aix-en-Provence
- Le Havre

5 ont déclaré des montants inférieurs à 50 000 € :

- Orléans
- Villeurbanne
- Reims
- Amiens
- Boulogne-Billancourt

Parmi les 40 Villes de plus de 100 000 habitants, 6 n'ont jamais déclaré d'APD :

- Argenteuil
- Le Mans
- Metz
- Nice
- Rouen
- Saint-Paul

Et 2 Villes n'ont déclaré qu'une fois leur APD:

- Montpellier (2008)
- Tours (2007)

## b. Euro par habitant

En moyenne les 40 Villes de plus de 100 000 habitants consacrent 1,07 € par habitant à l'APD.

**Tableau 23** : APD/habitant pour les Villes

Villes	Population totale	APD déclarée 2010	€/habitant
Aix-en-Provence	146 690	62 625	0,43 €
Amiens	137 812	10 000	0,07 €
Besançon	121 857	164 900	1,35 €
Boulogne-Billancourt	112 043	960	0,01 €
Clermont-Ferrand	142 948	228 454	1,60 €
Grenoble	159 410	193 424	1,21 €
Le Havre	182 411	50 662	0,28 €
Lille	232 172	233 926	1,01 €
Limoges	141 287	118 872	0,84 €
Marseille	860 363	985 843	1,15 €
Montreuil	102 889	438 742	4,26 €
Mulhouse	113 135	95 120	0,84 €
Nantes	290 943	564 000	1,94 €
Orléans	116 490	33 900	0,29 €
Paris	2 215 197	6 791 137	3,07 €
Reims	187 650	16 800	0,09 €
Rennes	213 096	181 903	0,85 €
Saint-Étienne	178 530	129 749	0,73 €
Toulouse	446 220	508 772	1,14 €
Villeurbanne	139 764	21 600	0,15 €
<b>Total</b>	<b>6 240 907</b>	<b>10 831 389</b>	
<b>Total hors Paris</b>	<b>4 025 710</b>	<b>4 040 252</b>	

Seuls Montreuil et Paris ont une APD/habitant supérieur à 2€. Montreuil avec 4,26 €/habitant et Paris avec 3,07 €.

7 Villes versent entre 1 et 2€/habitant :

- Nantes / Clermont-Ferrand / Besançon / Grenoble / Marseille / Toulouse / Lille

4 ont une APD comprise entre 1 et 0,5 €/habitant :

- Rennes / Limoges / Mulhouse / Saint-Etienne

7 ont accordé moins de 0,5 €/habitant :

- Aix-en-Provence / Orléans / Le Havre / Villeurbanne / Reims / Amiens / Boulogne-Billancourt

**Tableau 24** : APD déclarée en 2011 des Villes ayant réalisées toutes les déclarations depuis 2007

VILLES	Population totale	APD déclarée 2010	€/habitant
<b>Total Villes</b>	5 395 091	<b>10 554 504 €</b>	<b>1,96 €</b>
<b>Total Villes hors Paris</b>	3 179 894	3 763 367 €	1,18 €

Par rapport à l'année dernière l'APD par habitant a augmenté. Hors Paris elle n'était qu'à 0,97€ et 1,78€/habitant sur le total des Villes de. Ainsi les Villes ont globalement augmenté leur APD de 20 centimes par habitant.

### c. Variation APD déclarée et estimée

**Tableau 25** : APD déclarée des Villes de plus de 100 000 habitants en 2007, 2008, 2009 et 2010

	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010
<b>Villes</b>	<b>10 263 185 €</b>	<b>10 072 997 €</b>	<b>10 207 718 €</b>	<b>10 381 389 €</b>
<b>Villes hors Paris</b>	5 159 699 €	4 547 155 €	4 172 046 €	4 040 252 €
<b>Nombre de déclarations</b>	24	29	18	20

On constate que durant la période étudiée, le montant total déclaré reste relativement stable.

De manière générale, on constate une hausse entre 2009 et 2010 que l'on inclut Paris ou pas. Cependant sur toute la période étudiée, on remarque qu'il s'agit d'une hausse si on prend en compte la Ville de Paris mais d'une baisse si on l'exclut : Paris contribue à l'augmentation de la déclaration des 40 Villes de plus de 100 000 habitants.

**Tableau 26** : Variation de l'APD déclarée et estimée sur 2007, 2008, 2009 et 2010 des Villes

	APD 2007	Variation 2007 et 2008	APD 2008	Variation 2008 et 2009	APD 2009	Variation 2009 et 2010	APD 2010	Variation 2008 et 2010	Variation 2007 et 2010
<b>Villes (déclarations)</b>	10 263 185 €	-1,85%	10 072 997 €	7,19%	10 796 879 €	0,32%	10 831 389 €	7,53%	5,54%
<b>Villes ayant déclaré les 4 années</b>	9 042 269 €	-5,58%	8 537 914 €	19,16%	10 173 942 €	3,74%	10 554 504 €	23,62%	16,72%
<b>Villes (estimations)</b>	10 334 810 €	-0,93%	10 238 490 €	5,43%	10 794 555 €	4,70%	11 301 371 €	10,38%	9,35%
<b>Villes hors Paris (déclarations)</b>	5 159 699 €	-11,87%	4 547 155 €	-8,25%	4 172 046 €	-3,16%	4 040 252 €	-11,15%	-21,70%
<b>Villes hors Paris ayant déclarés les 4 années</b>	3 938 783 €	-23,53%	3 012 072 €	17,83%	3 549 109 €	6,04%	3 763 367 €	24,94%	-4,45%
<b>Villes hors Paris (estimations)</b>	5 231 310 €	-9,91%	4 712 650 €	-11,52%	4 169 725 €	8,17%	4 510 234 €	-4,30%	-13,78%

**Tableau 27 : APD déclarée par les Villes et variation 2007-2010 et 2009-2010**

VILLES	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010	Variation 2007-2010	Variation en % 2007-2010	Variation 2009-2010	Variation en % 2009-2010
Aix-en-Provence	51 683 €	73 701 €	37 002 €	62 625 €	10 942 €	21%	25 623 €	69%
Amiens	Non renseigné	Non renseigné	2 500 €	10 000 €			7 500 €	300%
Angers	222 000 €	Non renseigné	247 200 €	Non renseigné				
Argenteuil	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Besançon	170 974 €	296 148 €	155 330 €	164 900 €	-6 074 €	-4%	9 570 €	6%
Bordeaux	311 797 €	151 652 €	72 715 €	Non renseigné				
Boulogne-Billancourt	Non renseigné	32 870 €	Non renseigné	960 €				
Brest	Non renseigné	74 800 €	67 870 €	Non renseigné				
Caen	170 974 €	296 148 €	Non renseigné	Non renseigné				
Clermont-Ferrand	98 400 €	40 405 €	26 662 €	228 454 €	130 054 €	132%	201 792 €	757%
Dijon	47 520 €	20 200 €	Non renseigné	Non renseigné				
Grenoble	127 662 €	116 160 €	355 913 €	193 424 €	65 762 €	52%	-162 489 €	-46%
Le Havre	9 450 €	6 944 €	52 613 €	50 662 €	41 212 €	436%	-1 951 €	-4%
Le Mans	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Lille	110 257 €	148 972 €	264 808 €	233 926 €	123 669 €	112%	-30 882 €	-12%
Limoges	170 158 €	19 830 €	78 251 €	118 872 €	-51 286 €	-30%	40 621 €	52%
Lyon	113 283 €	207 650 €	Non renseigné	Non renseigné				
Marseille	1 223 048 €	840 927 €	840 927 €	985 843 €	-237 205 €	-19%	144 916 €	17%
Metz	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Montpellier	Non renseigné	120 623 €	Non renseigné	Non renseigné				
Montreuil	803 617 €	640 414 €	469 059 €	438 742 €	-364 875 €	-45%	-30 317 €	-6%
Mulhouse	177 528 €	94 394 €	93 440 €	95 120 €	-82 408 €	-46%	1 680 €	2%
Nancy	Non renseigné	1 500 €	Non renseigné	Non renseigné				
Nantes	260 000 €	419 140 €	756 351 €	564 000 €	304 000 €	117%	-192 351 €	-25%
Nice	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Nîmes	20 000 €	762 €	Non renseigné	Non renseigné				
Orléans	36 772 €	36 772 €	36 600 €	33 900 €	-2 872 €	-8%	-2 700 €	-7%
Paris	5 103 486 €	5 525 842 €	6 624 833 €	6 791 137 €	1 687 651 €	33%	166 304 €	3%
Perpignan	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Reims	Non renseigné	17 920 €	40 320 €	16 800 €			-23 520 €	-58%
Rennes	240 819 €	150 773 €	161 723 €	181 903 €	-58 916 €	-24%	20 180 €	12%
Rouen	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Saint-Denis	78 685 €	128 559 €	Non renseigné	Non renseigné				
Saint-Étienne	65 000 €	36 100 €	55 462 €	129 749 €	64 749 €	100%	74 287 €	134%
Saint-Paul	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Strasbourg	Non renseigné	93 900 €	Non renseigné	Non renseigné				
Toulon	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Toulouse	616 072 €	461 241 €	357 300 €	508 772 €				
Tours	34 000 €	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Villeurbanne	Non renseigné	18 650 €	Non renseigné	21 600 €				
<b>Total Villes</b>	<b>10 263 185 €</b>	<b>10 072 997 €</b>	<b>10 796 879 €</b>	<b>10 831 389€</b>	568 204 €	6%	<b>34 510 €</b>	<b>0%</b>
<b>Total villes hors Paris</b>	<b>5 159 699 €</b>	<b>4 547 155 €</b>	<b>4 172 046 €</b>	<b>4 040 252€</b>	-1 119 447€	-22%	<b>-131 794€</b>	<b>-3%</b>

Certaines données ne figurant pas sur le site du MAEE, elles ont été obtenues suite à un contact avec les responsables des relations internationales des villes.

7 Villes ont une APD en baisse par rapport à 2009, mais parmi elles, 4 ont augmenté leur APD par rapport à 2007 (comme Nantes ou Lille par exemple).

On note que pour 10 Villes l'APD est en hausse. Clermont-Ferrand enregistre la hausse la plus importante avec près de 200 000€ de plus par rapport à l'année précédente. Cependant parmi ces augmentations 5 Villes déclarent une APD inférieure à 2007.

**Tableau 28** : Variation APD 2009-2010 pour les Villes ayant réalisées les 4 déclarations

VILLES	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010	Variation APD déclarée 2009-2010	Variation en % APD déclarée 2009-2010
<b>Total Villes</b>	<b>9 042 269 €</b>	<b>857 914 €</b>	<b>10 173 942 €</b>	<b>10 554 504 €</b>	34 510 €	0%
<b>Total villes hors Paris</b>	<b>3 939 783 €</b>	<b>3 012 072 €</b>	<b>3 549 109 €</b>	<b>3 763 367 €</b>	- 131 794 €	-3%

Ainsi, on constate que l'APD déclarée par les Villes (qu'on inclut Paris ou pas) est globalement stable entre 2009 et 2010. Les fortes diminutions constatées pour les villes comme Grenoble ou Nantes sont compensées par un engagement accru des collectivités comme Clermont Ferrand ; Toulouse et Marseille.

## 5. LES COMMUNAUTES URBAINES

### a. Montants globaux

L'APD déclarée par les Communautés urbaines s'élève à 816 615 € pour l'année 2010.

**Tableau 29** : APD déclarée en 2007, 2008, 2009 et 2010 par les Communautés urbaines

	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010
<b>Communautés urbaines</b>	1 919 672 €	2 951 603 €	482 644 €	816 615 €
<b>Nombre de déclarations</b>	4	6	4	4

Entre 2009 et 2010 on observe une hausse de près de 70%.

Nantes métropole déclare 472 042€.

2 Communautés urbaines ont déclaré plus de 100 000€ :

- Dunkerque grand littoral
- Lille métropole

Et la Communauté urbaine de Bordeaux déclare 50 000€.

Seule la communauté de Dunkerque et celle de Lille ont déclaré leur APD pendant toute la période étudiée.

**Tableau 30** : Les déclarations de l'APD des communautés urbaines qui ont déclaré les 4 dernières années

COMMUNAUTES URBAINES	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010
<b>Dunkerque grand littoral</b>	10 080 €	52 080 €	91 873 €	185 622 €
<b>Lille Métropole Communauté urbaine</b>	724 020 €	623 503 €	148 756 €	108 951 €
<b>Total</b>	734 100 €	675 583 €	240 629 €	294 573 €

Comme pour les Régions, on constate une APD déclarée plus élevée en 2007 qu'en 2010, cependant 2010 est supérieure à 2009.

## b. Euro par habitant

En moyenne, les communautés urbaines versent 0,47 €/habitant au titre de l'APD.

**Tableau 31** : APD déclarée/habitant des communautés urbaines

COMMUNAUTE URBAINES	Nombre d'habitants*	APD déclarée 2010	€/habitant
Communauté urbaine de Bordeaux	719 489	50 000 €	0,07 €
Dunkerque grand littoral	202 852	185 622 €	0,92 €
Lille Métropole Communauté urbaine	1 123 661	108 951 €	0,10 €
Nantes Métropole	595 902	472 042 €	0,79 €
<b>Total</b>	<b>2 641 904</b>	<b>816 615 €</b>	<b>0,47 €</b>

On voit que le montant de l'APD/habitant recouvre de fortes variations selon les communautés urbaines.

Dunkerque grand littoral ainsi que Nantes métropole consacrent près d'1€/habitant. Alors que la communauté urbaine de Lille et celle de Bordeaux déclarent une APD/habitant d'environ 0,10 €.

## c. Variation APD déclarée et estimée

Ici, il n'y a pas d'augmentation de l'APD entre 2007 et 2010, au contraire selon les déclarations il y aurait une diminution de 57% sur la période. En revanche entre 2009 et 2010 on observe une forte augmentation (entre 70% et 20% selon l'analyse retenue).

**Tableau 32** : Variation de l'APD déclarée et estimée sur 2007, 2008, 2009 et 2010 des Communautés urbaines

	APD 2007	Variation 2007 et 2008	APD 2008	Variation 2008 et 2009	APD 2009	Variation 2009 et 2010	APD 2010	Variation 2008 et 2010	Variation 2007 et 2010
<b>CU (déclarations)</b>	1 919 672 €	53,76%	2 951 603 €	-83,65%	482 644 €	69,20%	816 615 €	-72,33%	-57,46%
<b>CU (estimations)</b>	2 219 660 €	32,98%	2 951 600 €	-39,44%	1 787 626 €	18,96%	2 126 615 €	-27,95%	-4,19%

Sur la période étudiée on remarque une baisse de 57,5% cependant il faut préciser que la communauté urbaine de Lyon n'a pas déclaré son APD des deux dernières années, sachant que son APD varie entre 1,1 et 1,3 M€ pour 2007 et 2008.

Peu de communautés urbaines déclarent leur APD, ainsi les estimations permettent pour celles qui ont déjà déclaré leur APD de dresser un aperçu de leur contribution pour l'année 2010.

On constate une augmentation des montants déclarés en 2011 par rapport à l'année dernière. Cependant d'après les déclarations et les estimations l'APD serait en baisse par rapport à 2007.

**Tableau 33 : APD déclarée par les Communautés urbaines et variation 2007-2010 et 2009-2010**

COMMUNAUTES URBAINES	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010	variation 2007-2010	variation 2007-2010 (%)	variation 2009-2010	variation 2009- 2010 (%)
Brest métropole océane	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Communauté urbaine Creusot-Montceau	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Communauté urbaine d'Alençon	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Communauté urbaine d'Arras	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Communauté urbaine de Bordeaux	Non renseigné	Non renseigné	105 000 €	50 000 €			- 55 000 €	-52%
Communauté urbaine de Cherbourg	11 507 €	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Communauté urbaine de Strasbourg	Non renseigné	67 100 €	Non renseigné	Non renseigné				
Communauté urbaine du Grand Nancy	Non renseigné	53 500 €	Non renseigné	Non renseigné				
Communauté urbaine Nice Côte d'Azur	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Dunkerque grand littoral	10 080 €	52 080 €	91 873 €	185 622 €	175 542 €	1741%	93 749 €	102%
Grand Lyon	1 174 065 €	1 316 420 €	Non renseigné	Non renseigné				
Grand Toulouse	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Le Mans Métropole	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Lille Métropole Communauté urbaine	724 020 €	623 503 €	148 756 €	108 951 €	- 615 069 €	-85%	- 39 805 €	-27%
Marseille Provence Métropole	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
Nantes Métropole	Non renseigné	839 000 €	137 015 €	472 042 €			335 027 €	245%
<b>Total</b>	<b>1 919 672 €</b>	<b>2 951 603 €</b>	<b>482 644 €</b>	<b>816 615 €</b>	<b>- 439 527 €</b>	<b>1657%</b>	<b>333 971 €</b>	<b>267%</b>

Sur les communautés urbaines qui ont déclaré leur APD seule Dunkerque est en constante augmentation.

A contrario, selon les déclarations de la Communauté urbaine de Lille, l'APD de Lille métropole ne cesse de réduire (- 85% entre 2007 et 2010).

Cependant, il convient d'être prudent avec ces chiffres. En effet, certaines collectivités mutualisent avec leur intercommunalité ou transfèrent totalement leur service « relations internationales ». En ce sens, la Ville de Lyon a mutualisé ce service avec le Grand Lyon et Toulouse a prévu le même mécanisme pour 2012 ce qui va rendre délicat une distinction entre les villes et les intercommunalités. On remarque à l'inverse que la Communauté urbaine de Lille fonctionne indépendamment de la ville de Lille dans ce domaine, de même que pour Nantes et Bordeaux. A moyen terme il y aurait un mécanisme de mutualisation vers lequel les villes et leur intercommunalité tendraient.



## CONCLUSION

---

Cette étude permet d'avoir une vision d'ensemble sur l'évolution des sommes allouées par les collectivités au titre de l'APD. On constate un fléchissement de ces montants par rapport à 2009. Toutefois, cette diminution apparente qui ressort des déclarations des collectivités étudiées est à relativiser :

- Nombre de collectivités n'ont pas déclaré leur APD pour 2010 (plus de 50%) : telle que la Région PACA et la ville de Bordeaux, ce qui creuse l'écart avec les années précédentes. En effet, ces collectivités dégagent habituellement des sommes importantes au titre de l'APD. C'est pourquoi, nous avons fait des projections pour estimer l'évolution de l'APD.
- Certaines collectivités ne prennent en compte qu'une partie des éléments qui constituent l'aide publique au développement. Nous avons remarqué une certaine confusion entre les relations internationales – *au sens large* – et la coopération décentralisée – *au sens strict*.
  - ↳ La transversalité de l'APD n'est pas toujours perçue. En effet, le service jeunesse ou encore la recherche ou le développement économique peuvent mener des actions en ce sens. C'est pourquoi le Conseil régional de Midi-Pyrénées a cherché à être le plus près de cette réalité et a englobé des dépenses d'autres services entrant dans le champ de l'APD, ceci permet de doubler la déclaration.
  - ↳ Les frais administratifs des agents du service des relations internationales ne sont pas toujours inclus dans le calcul de l'APD. Or, ces montants doivent être pleinement intégrés. Et au-delà du salaire de ces agents, il faut ajouter tous les frais liés à leurs missions (les déplacements, les assurances supplémentaires, etc.). Ces sommes sont délicates à évaluer au regard de la diversité des engagements de chaque collectivité. Mais on peut estimer que les moyens engagés, en terme de renforcement de capacité, peuvent avoisiner 50% des sommes déclarées.
- Aussi, certaines Villes et leurs intercommunalité ont reparti leur budget (comme c'est le cas à Nantes). D'autres les ont au contraire, mutualisés (Toulouse a prévu ce mode de fonctionnement pour 2012). C'est pourquoi à l'avenir la distinction entre les Villes et leurs intercommunalité sur ces questions pourrait se révéler délicate.

Ces différents aspects posent les limites de l'étude. On estime que ces données sont globalement sous-évaluées. L'APD totale pourrait ainsi être plus proche de 150 M€.

## LISTE DES TABLEAUX

---

Tableau 1 : APD déclarée par an et variation .....	2
Tableau 2 : APD estimée par an et variation .....	3
Tableau 3 : APD déclarée totale des Conseils régionaux en 2007, 2008, 2009 et 2010 .....	3
Tableau 4 : APD déclarée totale des Conseils généraux en 2007, 2008, 2009 et 2010 .....	4
Tableau 5 : APD déclarée des Villes de plus de 100 000 habitants en 2007, 2008, 2009 et 2010 .....	4
Tableau 6 : APD déclarée en 2007, 2008, 2009 et 2010 par les Communautés urbaines .....	4
Tableau 7 : Nombre de déclarations par an.....	9
Tableau 8 : Nombre de déclarations par an et selon les collectivités .....	10
Tableau 9 : APD déclarée par an et variation .....	11
Tableau 10 : APD estimée par an et variation .....	11
Tableau 11 : APD déclarée en 2007, 2008, 2009 et 2010 selon les Régions, les Départements, les Villes de plus de 100 000 habitants et les communautés urbaines.....	11
Tableau 12 : APD déclarée en 2007, 2008, 2009 et 2010 selon les Régions, les Départements, les Villes de plus de 100 000 habitants et les Communautés urbaines qui ont déclaré les quatre années .....	12
Tableau 13 : APD déclarée totale des Conseils régionaux en 2007, 2008, 2009 et 2010 .....	13
Tableau 14 : Les déclarations de l'APD par les 16 Régions qui ont déclaré les 4 dernières années .....	14
Tableau 15 : APD/habitant pour les Régions .....	15
Tableau 16 : APD déclaré en 2011 des Conseils régionaux ayant réalisés toutes les déclarations depuis 2007.....	16
Tableau 17 : Variation de l'APD déclarée et estimée sur 2007, 2008, 2009 et 2010 des Conseils régionaux.....	16
Tableau 18 : APD déclarée totale des Conseils généraux en 2007, 2008, 2009 et 2010 .....	17
Tableau 19 : La déclaration de l'APD par les Départements qui ont déclaré les 4 dernières années .....	18
Tableau 20 : APD/habitant pour les Départements .....	19
Tableau 21 : Variation de l'APD déclarée et estimée sur 2007, 2008, 2009 et 2010 des Conseils généraux.....	21
Tableau 22 : APD déclarée par les Conseils généraux et variation 2007-2010 et 2009-2010 .....	21
Tableau 23 : APD/habitant pour les Villes.....	26
Tableau 24 : APD déclarée en 2011 des Villes ayant réalisées toutes les déclarations depuis 2007 .....	27
Tableau 25 : APD déclarée des Villes de plus de 100 000 habitants en 2007, 2008, 2009 et 2010 .....	27
Tableau 26 : Variation de l'APD déclarée et estimée sur 2007, 2008, 2009 et 2010 des Villes .....	27
Tableau 27 : APD déclarée par les Villes et variation 2007-2010 et 2009-2010.....	28
Tableau 28 : Variation APD 2009-2010 pour les Villes ayant réalisées les 4 déclarations ....	29
Tableau 29 : APD déclarée en 2007, 2008, 2009 et 2010 par les Communautés urbaines ..	30
Tableau 30 : Les déclarations de l'APD des communautés urbaines qui ont déclaré les 4 dernières années.....	30
Tableau 31 : APD déclarée/habitant des communautés urbaines.....	31
Tableau 32 : Variation de l'APD déclarée et estimée sur 2007, 2008, 2009 et 2010 des Communautés urbaines .....	31
Tableau 33 : APD déclarée par les Communautés urbaines et variation 2007-2010 et 2009-2010 .....	32

## ANNEXE

---

Annexe 1 : Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD (effective pour la notification des apports 2009 et 2010).....	36
Annexe 2 : APD déclarée par les Conseils régionaux et variation 2007-2010 et 2009-2010.	37
Annexe 3 : APD déclarée et estimée par Région.....	38
Annexe 4 : APD déclarée et estimée par Départements.....	39
Annexe 5 : APD déclarée et estimée par les 40 Villes de plus de 100 000 habitants.....	43

*NB : Dans les tableaux suivants, les montants en verts indiquent qu'une modification a été apportée à la déclaration de la collectivité qui figure sur le site du MAEE suite à un contact avec la collectivité en question. Les montants en rouges sont les estimations que nous avons pu établir aux regards des déclarations antérieures et ultérieures des collectivités.*

**Annexe 1 : Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD (effective pour la notification des apports 2009 et 2010)**

Afghanistan	Djibouti	Madagascar	Sao Tomé et Príncipe
Afrique du Sud	Dominicaine, Rép.	Malaisie	Sénégal
Albanie	Dominique	Malawi	Serbie
Algérie	Égypte	Maldives	Seychelles
Angola	El Salvador	Mali	Sierra Leone
Anguilla	Équateur	Maroc	Somalie
Antigua-et-Barbuda	Érythrée	Marshall, Îles	Soudan
Argentine	Éthiopie	Maurice	Sri Lanka
Arménie	Macédoine	Mauritanie	Ste Lucie
Azerbaïdjan	Fidji	Mayotte	Ste-Hélène
Bangladesh	Gabon	Mexique	St-Kitts et Nevis
		Micronésie, États fédérés	St-Vincent et Grenadines
Barbade	Gambie	Moldavie	Suriname
Bélarus	Géorgie	Mongolie	Swaziland
Belize	Ghana	Monténégro	Syrie
Bénin	Grenade	Montserrat	Tadjikistan
Bhoutan	Guatemala	Mozambique	Tanzanie
Bolivie	Guinée	Myanmar	Tchad
Bosnie-Herzégovine	Guinée équatoriale	Namibie	Thaïlande
Botswana	Guinée-Bissau	Nauru	Timor-Leste
Brésil	Guyana	Népal	Togo
Burkina Faso	Haïti	Nicaragua	Tokelau
Burundi	Honduras	Niger	Tonga
Cambodge	Inde	Nigeria	Trinité-et-Tobago
Cameroun	Indonésie	Niue	Tunisie
Cap Vert	Irak	Oman	Turkménistan
Centrafricaine, Rép.	Iran	Ouganda	Turquie
Chili	Jamaïque	Ouzbékistan	Tuvalu
Chine	Jordanie	Pakistan	Ukraine
Colombie	Kazakhstan	Palau	Uruguay
Comores	Kenya	Panama	Vanuatu
Congo, Rép.	Kiribati	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Venezuela
Congo, Rép. dém.	Kosovo	Paraguay	Viet Nam
Cook, Îles	Kyrgyzize, Rép.	Pérou	Wallis et Futuna
Corée, Rép. Dém.	Laos	Philippines	Yémen
Costa Rica	Lesotho	Rwanda	Zambie
Côte d'Ivoire	Liban	Salomon, Îles	Zimbabwe
Croatie	Liberia	Samoa	Zones sous administration palestinienne
Cuba	Libye		

**Annexe 2 : APD déclarée par les Conseils régionaux et variation 2007-2010 et 2009-2010**

CONSEILS REGIONAUX	APD déclarée 2007	APD déclarée 2008	APD déclarée 2009	APD déclarée 2010	Variation APD déclarée 2007-2010	Variation % APD déclarée 2007-2010	Variation APD déclarée 2009-2010	Variation % APD déclarée 2009-2010
<b>Alsace</b>	454 709 €	490 494 €	577 542 €	410 522 €	-44 187 €	-9,72%	- 167 020 €	-28,92%
<b>Aquitaine</b>	Non renseigné	590 934 €	Non renseigné	1 140 000 €				
<b>Auvergne</b>	609 527 €	667 697 €	667 697 €	329 519 €	-280 008 €	-45,94%	- 338 178 €	-50,65%
<b>Basse-Normandie</b>	559 806 €	538 850 €	535 003 €	727 668 €	167 862 €	29,99%	192 665 €	36,01%
<b>Bourgogne</b>	Non renseigné	388 567 €	593 548 €	566 823 €			- 26 725 €	-4,50%
<b>Bretagne</b>	1 073 017 €	1 381 103 €	1 300 113 €	1 280 355 €	207 338 €	19,32%	- 19 758 €	-1,52%
<b>Centre</b>	910 477 €	1 245 509 €	1 349 358 €	1 064 685 €	154 208 €	16,94%	- 284 673 €	-21,10%
<b>Champagne-Ardenne</b>	462 476 €	597 126 €	463 387 €	636 295 €	173 819 €	37,58%	172 908 €	37,31%
<b>Corse</b>	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
<b>Franche-Comté</b>	Non renseigné	159 040 €	Non renseigné	114 190 €				
<b>Guadeloupe</b>	Non renseigné	532 314 €	Non renseigné	Non renseigné				
<b>Guyane</b>	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
<b>Haute-Normandie</b>	170 490 €	282 068 €	309 345 €	342 274 €	171 784 €	100,76%	32 929 €	10,64%
<b>Ile-de-France</b>	5 439 057 €	5 498 171 €	4 770 807 €	5 260 089 €	-178 968 €	-3,29%	489 282 €	10,26%
<b>Languedoc Roussillon</b>	Non renseigné	Non renseigné	112 500 €	Non renseigné				
<b>Limousin</b>	387 775 €	506 688 €	453 643 €	814 442 €	426 667 €	110,03%	360 799 €	79,53%
<b>Lorraine</b>	349 784 €	424 168 €	306 643 €	379 531 €	29 747 €	8,50%	72 888 €	23,77%
<b>Martinique</b>	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné				
<b>Midi-Pyrénées</b>	654 382 €	145 000 €	865 581 €	1 780 655 €	1 126 273 €	172,11%	915 074 €	105,72%
<b>Nord Pas de Calais</b>	3 412 530 €	3 614 808 €	5 480 905 €	2 604 952 €	-807 578 €	-23,67%	- 2 875 953 €	-52,47%
<b>Pays de Loire</b>	Non renseigné	852 050 €	1 037 193 €	Non renseigné				
<b>Picardie</b>	2 020 411 €	4 190 060 €	4 129 017 €	3 820 637 €	1 800 226 €	89,10%	- 308 380 €	-7,47%
<b>Poitou-Charentes</b>	447 543 €	1 135 419 €	1 244 852 €	1 711 495 €	1 263 952 €	282,42%	466 643 €	37,49%
<b>Provence Alpes Côte Azur</b>	6 347 567 €	7 386 146 €	7 098 024 €	Non renseigné				
<b>Réunion</b>	807 277 €	2 411 140 €	831 686 €	1 246 695 €	439 418 €	54,43%	415 009 €	49,90%
<b>Rhône-Alpes</b>	4 443 200 €	4 753 500 €	7 507 794 €	6 369 945 €	1 926 745 €	43,36%	- 1 137 849 €	-15,16%
<b>Total</b>	<b>28 550 028 €</b>	<b>37 790 852 €</b>	<b>39 634 638 €</b>	<b>30 600 772 €</b>	<b>6 198 266 €</b>	<b>7,18%</b>	<b>- 9 033 866 €</b>	<b>-22,79%</b>

### Annexe 3 : APD déclarée et estimée par Région

CONSEILS REGIONAUX	APD déclarée 2007	APD estimée 2007	APD déclarée 2008	APD estimée 2008	APD déclarée 2009	APD estimée 2009	APD déclarée 2010	APD estimée 2010
Alsace	454 709 €	454 700 €	490 494 €	490 490 €	577 542 €	577 540 €	410 522 €	410 522 €
Aquitaine	Non renseigné		590 934 €	590 930 €	Non renseigné	800 000 €	1 140 000 €	1 140 000 €
Auvergne	609 527 €	609 530 €	667 697 €	667 700 €	667 697 €	667 700 €	329 519 €	329 519 €
Basse-Normandie	559 806 €	559 800 €	538 850 €	538 850 €	535 003 €	53 500 €	727 668 €	727 668 €
Bourgogne	Non renseigné	400 000 €	388 567 €	388 570 €	593 548 €	593 550 €	566 823 €	566 823 €
Bretagne	1 073 017 €	1 073 000 €	1 381 103 €	1 381 100 €	1 300 113 €	1 300 110 €	1 280 355 €	1 280 355 €
Centre	910 477 €	910 480 €	1 245 509 €	1 245 510 €	1 349 358 €	1 349 360 €	1 064 685 €	1 064 685 €
Champagne-Ardenne	462 476 €	462 480 €	597 126 €	597 130 €	463 387 €	463 390 €	636 295 €	636 295 €
Corse	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Franche-Comté	Non renseigné	100 000 €	159 040 €	159 040 €	Non renseigné	100 000 €	114 190 €	114 190 €
Guadeloupe	Non renseigné		532 314 €	532 310 €	Non renseigné		Non renseigné	
Guyane	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Haute-Normandie	170 490 €	170 500 €	282 068 €	282 070 €	309 345 €	309 340 €	342 274 €	342 274 €
Ile-de-France	5 439 057 €	5 440 000 €	5 498 171 €	5 498 170 €	4 770 807 €	4 770 810 €	5 260 089 €	5 260 089 €
Languedoc Roussillon	Non renseigné		Non renseigné		112 500 €	112 500 €	Non renseigné	
Limousin	387 775 €	387 780 €	506 688 €	506 690 €	453 643 €	453 640 €	814 442 €	442 €
Lorraine	349 784 €	350 780 €	424 168 €	424 170 €	306 643 €	306 640 €	379 531 €	379 531 €
Martinique	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Midi-Pyrénées	654 382 €	6 540 380 €	145 000 €	145 000 €	865 581 €	865 580 €	1 780 655 €	1 780 655 €
Nord Pas de Calais	3 412 530 €	3 412 530 €	3 614 808 €	3 614 810 €	5 480 905 €	5 480 900 €	2 604 952 €	2 604 952 €
Pays de Loire	Non renseigné	800 000 €	852 050 €	852 050 €	1 037 193 €	1 037 190 €	Non renseigné	1 000 000 €
Picardie	2 020 411 €	2 020 400 €	4 190 060 €	4 190 060 €	4 129 017 €	4 129 020 €	3 820 637 €	3 820 637 €
Poitou-Charentes	447 543 €	447 550 €	1 135 419 €	1 135 420 €	1 244 852 €	1 244 852 €	1 711 495 €	1 711 495 €
Provence Alpes Côte Azur	6 347 567 €	6 347 570 €	7 386 146 €	7 386 150 €	7 098 024 €	7 098 020 €	Non renseigné	7 000 000 €
Réunion	807 277 €	807 280 €	2 411 140 €	2 411 140 €	831 686 €	831 690 €	1 246 695 €	1 246 695 €
Rhône-Alpes	4 443 200 €	443 200 €	4 753 500 €	4 753 500 €	7 507 794 €	7 507 800 €	6 369 945 €	6 369 945 €
<b>Total</b>	<b>28 550 028 €</b>	<b>31 737 960 €</b>	<b>37 790 852 €</b>	<b>37 790 860 €</b>	<b>39 634 638 €</b>	<b>40 053 132 €</b>	<b>30 600 772 €</b>	<b>38 600 772 €</b>

#### Annexe 4 : APD déclarée et estimée par Départements

CONSEILS GENERAUX	APD déclarée 2007	APD estimée 2007	APD déclarée 2008	APD estimée 2008	APD déclarée 2009	APD estimée 2009	APD déclarée 2010	APD estimée 2010
Ain	74 351 €	74 350 €	103 800 €	103 800 €	Non renseigné	100 000 €	Non renseigné	
Aisne	Non renseigné		43 668 €	43 370 €	Non renseigné		Non renseigné	
Allier	120 788 €	120 790 €	103 090 €	103 090 €	85 350 €	85 350 €	112 520 €	112 520 €
Alpes de Haute Provence	Non renseigné		25 000 €	25 000 €	Non renseigné		Non renseigné	
Alpes Maritimes	237 200 €	237 200 €	16 673 €	16 670 €	53 155 €	53 160 €	19 434 €	19 434 €
Ardèche	205 500 €	205 500 €	229 450 €	229 450 €	274 450 €	274 450 €	646 393 €	646 393 €
Ardennes	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Ariège	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Aube	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Aude	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Aveyron	30 188 €	30 190 €	103 266 €	103 270 €	56 734 €	56 730 €	76 378 €	76 378 €
Bas Rhin	210 900 €	210 900 €	222 900 €	222 900 €	232 000 €	232 000 €	235 000 €	235 000 €
Bouches du Rhône	1 677 009 €	1 677 010 €	1 175 120 €	1 175 120 €	939 837 €	939 837 €	1 144 536 €	1 144 536 €
Calvados	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Cantal	2 500 €	2 500 €	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Charente	14 313 €	14 310 €	Non renseigné	14 000 €	13 000 €	13 000 €	Non renseigné	
Charente Maritime	209 550 €	209 550 €	115 800 €	115 800 €	183 800 €	183 800 €	112 500 €	112 500 €
Cher	36 660 €	36 660 €	44 867 €	44 870 €	48 067 €	48 070 €	Non renseigné	45 000 €
Corrèze	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Corse du sud	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Côte d'Or	Non renseigné		6 900 €	6 900 €	Non renseigné		Non renseigné	
Côtes d'Armor	262 603 €	262 600 €	305 918 €	305 920 €	369 170 €	369 170 €	560 000 €	560 000 €
Creuse	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Deux Sèvres	185 014 €	185 010 €	107 015 €	107 020 €	25 000 €	25 000 €	Non renseigné	
Dordogne	14 224 €	14 220 €	103 100 €	103 100 €	65 632 €	65 630 €	49 825 €	49 825 €
Doubs	37 600 €	37 600 €	35 000 €	35 000 €	Non renseigné	30 000 €	Non renseigné	
Drôme	40 000 €	40 000 €	47 000 €	47 000 €	94 500 €	94 500 €	90 030 €	90 030 €
Essonne	643 414 €	643 410 €	787 134 €	787 130 €	Non renseigné	650 000 €	672 482 €	672 482 €
Eure	71 770 €	71 770 €	71 770 €	71 770 €	71 770 €	71 770 €	108 606 €	108 606 €

CONSEILS GENERAUX	APD déclarée 2007	APD estimée 2007	APD déclarée 2008	APD estimée 2008	APD déclarée 2009	APD estimée 2009	APD déclarée 2010	APD estimée 2010
Eure et Loir	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Finistère	239 908 €	239 910 €	225 946 €	225 950 €	Non renseigné	230 000 €	276 796 €	276 796 €
Gard	Non renseigné		53 816 €	53 820 €	Non renseigné			
Gers	Non renseigné		2 500 €	2 500 €	Non renseigné		20 000 €	20 000 €
Gironde	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Guadeloupe	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Guyane	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Haut Rhin	71 820 €	71 820 €	116 231 €	116 230 €	38 360 €	38 360 €	51 240 €	51 240 €
Haute Corse	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		20 000 €	20 000 €
Haute Garonne	Non renseigné	100 000 €	150 000 €	150 000 €	Non renseigné	100 000 €	100 000 €	100 000 €
Haute Loire	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Haute Marne	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Haute Saône	13 181 €	13 180 €	15 232 €	15 230 €	13 211 €	13 210 €	24 719 €	24 719 €
Haute Savoie	352 500 €	352 500 €	136 787 €	136 790 €	135 850 €	135 850 €	Non renseigné	135 000 €
Haute Vienne	48 000 €	48 000 €	149 000 €	149 000 €	206 313 €	206 310 €	101 985 €	101 985 €
Hauts Alpes	Non renseigné	95 000 €	97 000 €	97 000 €	Non renseigné	95 000 €	94 000 €	94 000 €
Hautes Pyrénées	95 961 €	95 960 €	100 654 €	100 650 €	81 026 €	81 030 €	103 429 €	103 429 €
Hauts-de- Seine	4 182 073 €	4 182 070 €	1 405 942 €	1 405 940 €	715 494 €	715 500 €	1 506 330 €	1 506 330 €
Hérault	256 550 €	256 550 €	259 335 €	259 330 €	213 500 €	213 500 €	424 449 €	424 449 €
Ille et Vilaine	595 000 €	595 000 €	647 890 €	647 890 €	752 762 €	752 760 €	610 615 €	610 615 €
Indre	Non renseigné		5 240 €	5 240 €	Non renseigné		Non renseigné	
Indre et Loire	157 428 €	157 430 €	103 447 €	103 450 €	Non renseigné		Non renseigné	
Isère	Non renseigné	600 000 €	709 791 €	709 790 €	456 485 €	456 480 €	604 227 €	604 227 €
Jura	25 760 €	25 760 €	16 240 €	16 240 €	25 000 €	25 000 €	21 000 €	21 000 €
Landes	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Loir et Cher	Non renseigné		7 250 €	7 250 €	Non renseigné		236 460 €	236 460 €
Loire	30 000 €	30 000 €	Non renseigné		Non renseigné		20 000 €	20 000 €
Loire Atlantique	692 500 €	692 500 €	577 500 €	577 500 €	662 000 €	662 000 €	200 000 €	200 000 €
Loiret	17 500 €	17 500 €	17 500 €	17 500 €	17 000 €	17 000 €	19 500 €	19 500 €
Lot	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	



CONSEILS GENERAUX	APD déclarée 2007	APD estimée 2007	APD déclarée 2008	APD estimée 2008	APD déclarée 2009	APD estimée 2009	APD déclarée 2010	APD estimée 2010
Lot et Garonne	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Lozère	Non renseigné		55 000 €	55 000 €	2 988 €	30 000 €	30 537 €	30 537 €
Maine et Loire	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Manche	113 453 €	113 450 €	43 500 €	43 500 €	Non renseigné		Non renseigné	
Marne	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Martinique	Non renseigné		Non renseigné		5 300 €	5 300 €	Non renseigné	
Mayenne	Non renseigné		38 463 €	38 460 €	Non renseigné		Non renseigné	
Meurthe et Moselle	222 557 €	222 560 €	147 000 €	147 000 €	Non renseigné	100 000 €	15 000 €	100 000 €
Meuse	11 000 €	11 000 €	22 500 €	22 500 €	14 400 €	14 400 €	Non renseigné	15 000 €
Morbihan	57 278 €	57 280 €	71 672 €	71 672 €	53 510 €	53 510 €	97 250 €	97 250 €
Moselle	23 500 €	23 500 €	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Nièvre	Non renseigné		15 000 €	15 000 €	Non renseigné		Non renseigné	
Nord	892 281 €	892 280 €	768 000 €	768 000 €	863 500 €	863 500 €	Non renseigné	800 000 €
Oise	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		210 117 €	210 117 €
Orne	39 620 €	39 620 €	28 170 €	28 170 €	Non renseigné	30 000 €		
Pas de Calais	15 547 €	15 550 €	57 375 €	57 370 €	71 378 €	71 380 €	77 936 €	77 936 €
Puy de Dôme	Non renseigné		111 151 €	111 150 €	Non renseigné		Non renseigné	
Pyrénées Atlantiques	5 300 €	5 300 €	Non renseigné		4 990 €	4 990 €	39 500 €	39 500 €
Pyrénées Orientales	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Réunion	Non renseigné		145 902 €	145 900 €	Non renseigné		Non renseigné	
Rhône	125 200 €	125 200 €	172 032 €	172 030 €	66 192 €	66 190 €	85 568 €	85 568 €
Saône et Loire	Non renseigné	100 000 €	186 848 €	186 850 €	Non renseigné	100 000 €	160 000 €	160 000 €
Sarthe	57 520 €	57 520 €	56 020 €	56 020 €	10 600 €	10 600 €	Non renseigné	
Savoie	226 720 €	226 720 €	213 200 €	213 200 €	193 300 €	193 300 €	Non renseigné	200 000 €
Seine et Marne	76 550 €	76 550 €	Non renseigné	76 550 €	78 000 €	78 000 €	90 000 €	90 000 €
Seine Maritime	203 524 €	203 520 €	199 899 €	199 990 €	477 464 €	477 460 €	474 914 €	474 914 €
Seine Saint Denis	2 161 478 €	2 161 480 €	283 783 €	283 780 €	537 227 €	537 230 €	386 454 €	386 454 €
Somme	Non renseigné	40 000 €	Non renseigné	40 000 €	58 000 €	58 000 €	42 000 €	42 000 €

CONSEILS GENERAUX	APD déclarée 2007	APD estimée 2007	APD déclarée 2008	APD estimée 2008	APD déclarée 2009	APD estimée 2009	APD déclarée 2010	APD estimée 2010
Tarn	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Tarn et Garonne	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Territoire de Belfort	185 700 €	185 700 €	150 856 €	150 860 €	178 953 €	178 950 €	137 681 €	137 681 €
Val de Marne	983 069 €	983 070 €	1 428 144 €	1 428 140 €	1 069 970 €	1 069 970 €	1 104 974 €	1 104 974 €
Val d'Oise	Non renseigné		78 900 €	78 900 €	Non renseigné		Non renseigné	
Var	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Vaucluse	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Vendée	Non renseigné		417 658 €	417 660 €	252 530 €	252 530 €	458 327 €	458 327 €
Vienne	199 168 €	99 170 €	Non renseigné		Non renseigné		177 150 €	177 150 €
Vosges	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Yonne	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Yvelines	549 523 €	549 520 €	692 479 €	692 780 €	1 428 292 €	1 428 292 €	1 434 141 €	1 434 141 €
<b>Total</b>	<b>17 000 753 €</b>	<b>17 935 740 €</b>	<b>13 828 324 €</b>	<b>13 958 962 €</b>	<b>11 196 060 €</b>	<b>12 658 072 €</b>	<b>13 284 003 €</b>	<b>14 564 000 €</b>

### Annexe 5 : APD déclarée et estimée par les 40 Villes de plus de 100 000 habitants

40 VILLES de plus de 100 000 habitants	APD déclarée 2007	APD estimée 2007	APD déclarée 2008	APD estimée 2008	APD déclarée 2009	APD estimée 2009	APD déclarée 2010	APD estimée 2010
Aix-en-Provence	51 683 €	51 980 €	73 701 €	73 700 €	37 002 €	37 000 €	62 625 €	62 620 €
Amiens	Non renseigné		Non renseigné		2 500 €		10 000 €	10 000 €
Angers	222 000 €	222 000 €	Non renseigné	200 000 €	247 200 €	247 200 €	Non renseigné	200 000 €
Argenteuil	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Besançon	170 974 €	170 970 €	296 148 €	296 150 €	155 330 €	155 330 €	164 900 €	164 900 €
Bordeaux	311 797 €	311 800 €	151 652 €	151 650 €	72 715 €	72 715 €	Non renseigné	100 000 €
Boulogne-Billancourt	Non renseigné		32 870 €		Non renseigné		960 €	960 €
Brest	Non renseigné	70 000 €	74 800 €	74 800 €	67 870 €	67 870 €	Non renseigné	70 000 €
Caen	170 974 €	170 970 €	296 148 €	296 150 €	Non renseigné		Non renseigné	
Clermont-Ferrand	98 400 €	98 400 €	40 405 €	40 400 €	26 662 €	26 660 €	228 454 €	228 450 €
Dijon	47 520 €	47 520 €	20 200 €	20 200 €	Non renseigné		Non renseigné	
Grenoble	127 662 €	127 660 €	116 160 €	116 160 €	355 913 €	355 910 €	193 424 €	193 420 €
Le Havre	9 450 €	9 450 €	6 944 €	6 940 €	52 613 €	52 610 €	50 662 €	50 660 €
Le Mans	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Lille	110 257 €	110 260 €	148 972 €	150 000 €	264 808 €	265 000 €	233 926 €	233 930 €
Limoges	170 158 €	170 160 €	19 830 €	20 000 €	78 251 €	78 250 €	118 872 €	118 870 €
Lyon	113 283 €	113 280 €	207 650 €	207 650 €	Non renseigné		Non renseigné	
Marseille	1 223 048 €	1 223 050 €	840 927 €	840 930 €	840 927 €	840 930 €	985 843 €	985 840 €
Metz	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Montpellier	Non renseigné		120 623 €	120 630 €	Non renseigné		Non renseigné	
Montreuil	803 617 €	803 620 €	640 414 €	640 410 €	469 059 €	469 060 €	438 742 €	438 742 €
Mulhouse	177 528 €	177 530 €	94 394 €	94 390 €	93 440 €	93 440 €	95 120 €	95 120 €
Nancy	Non renseigné		1 500 €	1 500 €	Non renseigné		Non renseigné	
Nantes	260 000 €	260 000 €	419 140 €	419 140 €	756 351 €	756 350 €	564 000 €	564 000 €
Nice	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Nîmes	20 000 €	20 000 €	762 €	1 000 €	Non renseigné		Non renseigné	
Orléans	36 772 €	36 770 €	36 772 €	36 770 €	36 600 €	36 600 €	33 900 €	33 900 €
Paris	5 103 486 €	5 103 500 €	5 525 842 €	5 525 840 €	6 624 833 €	6 624 830 €	6 791 137 €	6 791 137 €
Perpignan	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Reims	Non renseigné		17 920 €	17 920 €	40 320 €	40 320 €	16 800 €	16 800 €
Rennes	240 819 €	240 820 €	150 773 €	150 770 €	161 723 €	161 720 €	181 903 €	181 903 €
Rouen	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	

40 VILLES de plus de 100 000 habitants	APD déclarée 2007	APD estimée 2007	APD déclarée 2008	APD estimée 2008	APD déclarée 2009	APD estimée 2009	APD déclarée 2010	APD estimée 2010
Saint-Denis	78 685 €	80 000 €	128 559 €	125 500 €	Non renseigné		Non renseigné	100 000 €
Saint-Étienne	65 000 €	65 000 €	36 100 €	36 100 €	55 462 €	55 460 €	129 749 €	129 749 €
Saint-Paul	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Strasbourg	Non renseigné		93 900 €	93 900 €	Non renseigné		Non renseigné	
Toulon	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Toulouse	616 072 €	616 070 €	461 241 €	461 240 €	357 300 €	357 300 €	508 772 €	508 770 €
Tours	34 000 €	34 000 €	Non renseigné		Non renseigné		Non renseigné	
Villeurbanne	Non renseigné		18 650 €	18 650 €	Non renseigné		21 600 €	21 600 €
<b>Total Villes</b>	<b>10 263 185 €</b>	<b>10 334 810 €</b>	<b>10 072 997 €</b>	<b>10 238 490 €</b>	<b>10 796 879 €</b>	<b>10 794 555 €</b>	<b>10 831 389 €</b>	<b>11 301 371 €</b>
<b>Total villes hors Paris</b>	<b>5 159 699 €</b>	<b>5 231 310 €</b>	<b>4 547 155 €</b>	<b>4 712 650 €</b>	<b>4 172 046 €</b>	<b>4 169 725 €</b>	<b>4 040 252 €</b>	<b>4 510 234 €</b>